

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
SYNDICATS DE GARANTIE

EN

MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Juin 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Jean ROJNITZA

Président : M. PERCEROU

Suffragants : { MM. CAPITANT,
Fernand FAURE. } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1914

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
SYNDICATS DE GARANTIE

EN
MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Juin 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Jean ROJNITZA



Président : M. PERCEROU

Suffragants : { MM. CAPITANT, } professeurs.
Fernand FAURE. }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

1° BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE (1)

- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Du contrat de louage*, t. 2.
BELLOM, *De la responsabilité en matière d'accidents du travail*, 2° éd.
CABOUAT, *Traité des accidents du travail*.
CAPITANT, *Cours de législation industrielle*.
HAMON, *Le risque commercial et le nouveau mode de garantie des accidents du travail*.
JACMIN et D'ESTAINTOT, *La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail*.
LECOUTURIER, *Traité des accidents du travail*, 2° éd.
LOUBAT, *Traité du risque professionnel*.
MASCAGGI et GIRAUD, *Dictionnaire des accidents du travail*.
MOÛY (de), *Traité des accidents du travail*.
PIC, *Traité de législation industrielle* (4° éd.).
SACHET, *Traité de la législation sur les accidents du travail*.
SERRE, *Les accidents du travail*.
VALENSI, *La loi sur les accidents du travail*.
VASSARD et NOUVION-JACQUET, *La loi sur les accidents du travail*.

2° BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE

- PELLOUX et EDOUARD, *Les syndicats de garantie*.

(1) On trouvera une énumération complète de la littérature, très nombreuse, des accidents du travail, dans le *Répertoire bibliographique sur la législation des accidents du travail*, par M. Daguin, 2° éd., 1906.

3° JOURNAUX ET REVUES

L'Argus des Assurances.
L'Assurance moderne.
L'Assureur et l'Assuré.
Le Concours médical.
Le Journal des Assurances.
Le Moniteur des Assurances.
Le Moniteur du Commerce et de l'Industrie.
L'Opinion.
La Prime.
La Revue des Assurances mutuelles.
La Semaine.

INTRODUCTION

On peut donner une idée générale du syndicat de garantie en disant que c'est un organisme d'assurances contre les responsabilités des accidents du travail, dans lequel les patrons assujettis à la loi du 9 avril 1898 s'assurent mutuellement contre ces risques en se déclarant solidaires.

Ce qui caractérise le syndicat de garantie, c'est la solidarité qui lie tous ses membres ; le législateur a pensé qu'il y avait là une garantie assez grande pour lui permettre de dispenser cet organisme de tout cautionnement : c'est sa seconde caractéristique.

Les syndicats de garantie ne paraissent pas avoir beaucoup sollicité, jusqu'à présent, l'attention des économistes et des jurisconsultes ; ils sont restés dans le domaine des praticiens (1) qui ont peut-être fait

(1) En effet, en dehors des traités généraux notamment de MM. Cabouat, Sachet, Loubat, sur les accidents du travail, où les syndicats de garantie sont étudiés en leur place, une seule monographie, à notre connaissance, a été consacrée à l'étude de ces organismes, celle de MM. Pelloux et Edouard. Seule la presse spéciale des assurances s'occupe d'eux, surtout dans un but de polémique et aussi de concurrence : *l'Argus des assurances*, *La Semaine*, le *Moniteur des Assurances*, *La Prime*, *L'Assureur et l'Assuré*, *L'Assurance moderne*, etc... Si notre travail peut prétendre à quelque mérite, ce sera surtout d'avoir fait connaître un certain nombre de décisions judiciaires inédites sur la matière.

dévier de leur conception primitive ces organismes, créés dans une pensée généreuse, certes, mais qui révèle chez celui qui a élaboré leur législation spéciale des conceptions théoriques ingénieuses beaucoup plus qu'une connaissance approfondie de l'assurance et une expérience positive de la matière.

C'est ce que nous proposons de démontrer en faisant voir quels sont les résultats pratiques des syndicats de garantie et les graves reproches que leur fonctionnement leur fait encourir. Mais auparavant, après avoir esquissé rapidement leur histoire, nous montrerons quelle est leur nature juridique ainsi que leur constitution et leur fonctionnement.

CHAPITRE PREMIER

Les syndicats de garantie ont été créés par la loi du 9 avril 1898 ; avant elle on ne rencontre nulle part cette institution ; c'est donc un organisme tout nouveau, et il importe de bien connaître son origine pour préciser sa nature, d'autant plus que le nom même qui lui a été donné prête à ambiguïté et peut induire en erreur.

On parle en effet souvent de syndicats de garantie à l'occasion de l'émission dans le public de valeurs mobilières (fonds d'Etats, actions de sociétés) ; l'institution que nous nous proposons d'étudier n'a rien de commun avec ces syndicats : il n'est pas nécessaire d'insister sur ce point.

D'autre part, il faut bien se garder de confondre le syndicat de garantie avec les syndicats professionnels institués par la loi du 4 mars 1884, qui sont des groupements de patrons ou d'ouvriers de la même profession formés par ceux-ci dans le but de se livrer à l'étude et à la défense de leurs intérêts communs. Le syndicat de garantie ne comprend au contraire que des patrons, qui ne sont pas tenus d'ail-

leurs d'être de la même profession, puisque les principes et le mécanisme de l'assurance exigent que les éléments en soient aussi variés que possible.

Le législateur, en créant les syndicats de garantie, a-t-il voulu s'inspirer des corporations régionales allemandes ? Il est possible qu'il y ait songé. Ce qui paraît plus certain, c'est qu'il a voulu surtout créer un organisme d'assurance tout nouveau afin de permettre aux patrons de concurrencer les sociétés d'assurances ; et cette notion nouvelle, il l'a trouvée incontestablement dans le syndicat professionnel de la loi de 1884.

Le syndicat de garantie apparaît pour la première fois dans la législation spéciale des accidents du travail en élaboration, dans le rapport supplémentaire de M. Bardoux au Sénat, déposé le 27 janvier 1890 (1) : le rapporteur proposait de décider que les syndicats professionnels autorisés par la loi du 4 mars 1884 pourraient, sans autorisation spéciale, constituer des caisses d'assurances mutuelles contre le risque professionnel. Dès lors, les syndicats de garantie réapparaissent dans les divers projets qui se sont succédés jusqu'au texte définitif promulgué le 9 avril 1898 : on les trouve dans le projet voté par la Chambre des députés le 10 juin 1893, — amendant le projet Jules Roche déposé le 28 juin 1890, instituant l'assu-

(1) *Journal Officiel* (docum. parlem.) de mai 1890, p. 23.

rance obligatoire — qui autorise les chefs d'entreprise à demeurer leurs propres assureurs, soit individuellement, soit *réunis en syndicats*, sous la condition de verser un cautionnement ; la commission du Sénat substitua à l'assurance obligatoire la garantie obligatoire et parmi les garanties exigées, M. Poirrier indique, dans son rapport du 3 avril 1895, « soit la dation d'une caution solidaire, soit la participation à un syndicat de garantie mutuelle dont les divers membres se seront portés caution solidaire les uns des autres ». La formule du syndicat de garantie est trouvée : la solidarité restera son trait caractéristique. Lorsque M. Thévenet, le 2 mars 1896, succède à M. Poirrier comme rapporteur, il déclare à son tour que les privilèges établis par le projet et l'organisation des syndicats de garantie constituent des mesures suffisantes pour assurer à l'ouvrier le service de sa rente et le syndicat de garantie est définitivement consacré par la loi du 9 avril 1898, dans son article 27, ainsi conçu : « Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement. »

Le règlement d'administration publique est le décret du 28 février 1899, dont le titre II est consacré aux syndicats de garantie. Il avait prévu pour leur constitution des conditions assez rigoureuses et difficiles à remplir. Aux termes de son article 22, les syn-

dicats, pour pouvoir fonctionner, devaient « comprendre au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers ». En outre, le syndicat ne pouvait fonctionner qu'après que ses statuts, qui réglaient son fonctionnement, avaient été soumis, avant toute opération, à l'approbation du Gouvernement donnée par décret rendu en Conseil d'Etat, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail (article 23). Le décret portant approbation des statuts réglait le fonctionnement de la surveillance et du contrôle de l'Etat, et, en second lieu, les conditions dans lesquelles l'approbation pourrait être révoquée ainsi que les mesures à prendre, en ce cas, pour le versement des capitaux constitutifs des pensions et indemnités en cours (article 24).

Ces conditions, qui se justifiaient parfaitement tant que la loi du 9 avril 1898 ne concernait que les exploitations industrielles, parurent trop rigoureuses lorsque l'on songea à étendre aux exploitations commerciales le principe du risque professionnel : elles ne pouvaient être réalisées dans la petite industrie et dans le petit commerce. Certains groupements de petits patrons demandaient qu'il leur fût permis de créer plus facilement des syndicats afin d'échapper aux tarifs, à leurs yeux trop onéreux, des sociétés d'assurances. Enfin, lit-on dans le rapport de M. Cordelet au Sénat, du 26 février 1906 : « M. le directeur

de l'Assurance et de la Prévoyance sociales a rappelé, qu'en 1899, le Ministère du Commerce avait proposé deux systèmes de syndicats : le premier exigeant la présence d'un petit nombre de grands industriels, occupent un grand nombre d'ouvriers et ayant une grande surface ; l'autre, exigeant un grand nombre de patrons n'employant chacun qu'un petit nombre d'ouvriers. Les deux systèmes offrent une garantie sérieuse, à raison de la solidarité qui lie tous les membres du syndicat. Le Conseil d'Etat, saisi du projet de règlement d'administration publique, retint seulement le premier système. Il y a lieu aujourd'hui de revenir à la conception primitive du Ministère du Commerce et de faciliter la création des syndicats de garantie. » C'était la *démocratisation*, comme on l'a dit, du syndicat de garantie. On verra que ce fut là une des plus regrettables erreurs de l'Administration du Contrôle des sociétés d'assurances.

D'autre part, à raison du nombre croissant des syndicats de garantie que le nouveau régime allait amener, il parut impossible de faire examiner par le Conseil d'Etat tous les statuts des syndicats. Aussi préféra-t-on recourir à un procédé nouveau. Tout en permettant aux syndicats d'avoir des statuts spéciaux, on imagina d'élaborer des statuts-types, approuvés en Conseil d'Etat, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Tous les syndicats qui adopteraient ces statuts-types n'au-

raient pas à être approuvés en Conseil d'Etat, l'approbation leur serait donnée par simple arrêté ministériel.

Tel est le système qui fut consacré dans l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 ainsi conçu :

« Les syndicats de garantie prévus à l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 doivent, qu'il s'agisse d'entreprises industrielles ou commerciales, comprendre au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, ou bien 2.000 ouvriers assurés et 300 chefs d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

» Ces syndicats sont autorisés par décrets rendus en Conseil d'Etat, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Ils peuvent être autorisés par arrêtés ministériels, lorsque leurs statuts sont conformes à des statuts-types approuvés par décret rendu en Conseil d'Etat, après avis du Comité susvisé ».

La promulgation de la loi nouvelle comportait un remaniement complet du décret du 28 février 1889 ; c'est ce qui fut fait par le décret du 27 décembre 1906 qui a modifié entièrement le titre II du décret précédent. Le décret prévoit deux catégories de syndicats de garantie : ceux qui auront des statuts spéciaux et qui ne pourront être approuvés qu'après décret rendu en Conseil d'Etat ; ceux qui auront adopté les sta-

tuts-types annexés au décret du 27 décembre 1906, et qui seront approuvés par simple arrêté ministériel.

Quant aux statuts-types de syndicats de garantie annexés au décret du 27 décembre 1906, ils sont ainsi conçus :

STATUTS-TYPES DE SYNDICATS DE GARANTIE

Visés à l'article 6 de la loi du 12 avril 1906

TITRE PREMIER

Constitution et objet du syndicat.

Article premier. — Il est formé entre les adhérents aux présents statuts un syndicat de garantie solidaire.

Art. 2. — Le syndicat a pour objet de garantir, dans les conditions déterminées par la loi du 9 avril 1898 et les lois postérieures sur la matière, tous ses membres contre les suites des responsabilités civiles des accidents du travail survenus à leur personnel.

Art. 3. — La dénomination du syndicat est *Syndicat de Garantie de.....*

Art. 4. — Le syndicat a son siège social à... Ce siège ne pourra être transféré dans une autre ville que par décision de l'assemblée générale.

Art. 5. — La durée du syndicat est de...

Art. 6. — Les opérations du syndicat s'appliquent à... (*spécifier ici les catégories d'exploitations*) pour les accidents survenus au personnel des entreprises ayant leur siège dans... (*spécifier ici le territoire sur lequel rayonne le syndicat*).

Art. 7. — Il ne sera définitivement constitué, sous réserve

de l'approbation ministérielle, que lorsqu'il comprendra (1)... et lorsqu'une première assemblée générale, convoquée à la diligence des fondateurs, aura vérifié la réalisation de cette condition, nommé les membres du conseil d'administration, désigné pour la première année les commissaires institués par l'article 19 ci-après et constaté l'acceptation desdits administrateurs et commissaires.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour (2).....; ils sont rééligibles. Le Conseil se renouvelle par tiers.

Art. 8. — L'assemblée générale visée à l'article précédent doit être composée de la moitié au moins des adhérents représentant le quart des salaires assurés ou du quart des adhérents représentant la moitié de ces salaires.

Si l'assemblée générale ne réunit pas les conditions ci-dessus, elle ne peut prendre qu'une délibération provisoire; dans ce cas, une nouvelle assemblée générale est convoquée à quinze jours au moins d'intervalle.

Art. 9. — Tous les adhérents sont liés solidairement pour le paiement des rentes et indemnités attribuables, en vertu de la législation sur la matière, à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente survenue postérieurement à leur adhésion au syndicat.

Les adhésions sont souscrites, soit pour la durée du syndicat, soit pour des périodes successives de.... années, ou pour la partie restant à courir de ces périodes. Toutefois, dans le cas où l'adhérent cesse son industrie, il peut résilier son adhésion pour l'avenir.

L'adhérent qui cesse de faire partie du syndicat continue à être solidairement tenu avec tous les autres pour le paiement des rentes et indemnités dues par suite de sinistres survenus pendant les exercices durant lesquels il a adhéré au syndicat.

(1) *Insérer ici l'une des deux formules suivantes:*

...au moins 5.000 ouvriers ou employés assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers ou employés ;

ou bien:

...au moins 2.000 ouvriers ou employés assurés et 300 chefs d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacune 3 ouvriers ou employés.

(2) *Insérer ici: une durée qui ne peut être supérieure à six ans.*

Cette solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat a liquidé entièrement ses charges pour lesdits exercices, soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

Le syndicat peut, dans les conditions déterminées par le règlement intérieur, se décharger de tout ou partie de ses risques par voie de réassurance, tout en restant soumis à la responsabilité solidaire.

Art. 10. — Les sinistres, quelle que soit la date à laquelle ils ont été connus, sont toujours supportés par l'exercice correspondant à l'année dans laquelle s'est produit l'accident. L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

TITRE II

Administration et fonctionnement.

Art. 11. — Le syndicat est administré par un conseil d'administration composé de..... membres (1), élus par l'assemblée générale et choisis parmi les adhérents.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président,vice-présidents etsecrétaires dont les fonctions durent un an. Ils sont rééligibles.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois. La présence de la majorité des membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Celles-ci sont prises à la majorité absolue des voix des membres du conseil. Le vote par procuration est interdit.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance du conseil d'administration, lequel est signé du président et du secrétaire.

Art. 12. — Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres ou en dehors d'eux, un directeur, qui dirige sous son autorité les opérations du syndicat.

Art. 13. — Il est tenu chaque année, avant le 15 avril, une assemblée générale pour approuver les comptes qui lui sont

(1) Le chiffre à fixer par les statuts ne peut être inférieur à 6, ni supérieur à 9.

présentés conformément aux articles 19, 29 et 30 des présents statuts.

L'assemblée générale se compose de l'universalité des adhérents dont la solidarité n'a pas pris fin par la liquidation définitive des périodes pendant lesquelles leurs contrats ont eu cours.

Art. 14. — Chaque membre de l'assemblée générale peut se faire représenter par un adhérent faisant lui-même partie de l'assemblée et porteur d'un pouvoir régulier, sur papier libre.

Nul adhérent ne peut réunir plus devoix pour l'assemblée générale constitutive, ni plus devoix pour les autres assemblées générales (1), tant pour lui-même que comme mandataire.

Tout adhérent porteur de pouvoirs doit les déposer au siège social et les y faire enregistrer cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, faute de quoi ces pouvoirs sont nuls et sans effet.

Art. 15. — Dans toutes les assemblées générales, il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des membres présents.

Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée et déposée au siège social, doit être communiquée à tout adhérent.

Art. 16. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président. Elle a pour secrétaire un secrétaire du conseil. L'assemblée désigne deux assesseurs pour compléter le bureau.

Art. 17. — L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si elle réunit le quart au moins des membres ayant le droit d'y assister ; si elle ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée à huit jours au moins d'intervalle et elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans chaque assemblée générale, il ne peut être valablement délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

L'ordre du jour ne peut contenir que les propositions éma-

(1) Le chiffre à fixer par les statuts ne peut être supérieur à 3 pour l'assemblée constitutive, ni à 10 pour les autres.

nant du conseil d'administration et celles qui lui auront été communiquées vingt jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale avec la signature d'un dixième des adhérents au moins, ou de cent adhérents, si le dixième est supérieur à cent.

Art. 18. — Les assemblées qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts ou sur des propositions de continuation du syndicat et au-delà du terme fixé pour sa durée, ou de dissolution avant ce terme, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles réunissent les conditions visées à l'article 8 ci-dessus pour l'assemblée générale constitutive. Toutefois, en cas de dissolution anticipée, si les deux convocations, prévues à l'article 8, n'ont pas donné de résultats, une troisième convocation sera faite, à quinze jours d'intervalle, et la délibération prise sera valable, quel que soit le nombre des adhérents présents.

Art. 19. — L'assemblée générale annuelle désigne un ou plusieurs commissaires choisis parmi les adhérents ne faisant pas partie du conseil d'administration pour faire un rapport à l'assemblée générale de l'année suivante sur la situation du syndicat, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

Ce rapport doit mentionner les résultats du dernier exercice, ainsi que la situation de chacun des exercices antérieurs non définitivement réglés.

La délibération de l'assemblée contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a été précédée du rapport des commissaires, qui doit être imprimé et envoyé à tous les adhérents quinze jours avant la réunion.

Art. 20. — Les commissaires ont droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt du syndicat, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations du syndicat. Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

Art. 21. — Dans les quinze jours qui précèdent la réunion de l'assemblée générale, tout adhérent peut prendre ou faire prendre, par un fondé de pouvoirs, au siège social, communication ou copie de l'inventaire et de la liste des membres composant l'assemblée générale.

Art. 22. — Lorsqu'un exercice est définitivement apuré après expiration des délais de revision, une assemblée générale est immédiatement convoquée pour procéder à la vérifi-

cation et, s'il y a lieu, à l'approbation des comptes dudit exercice. Elle statue, le cas échéant, sur l'application des dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 28 et du premier alinéa de l'article 32.

Art. 23. — Afin d'assurer l'exacte application des statuts, un règlement intérieur délibéré par l'assemblée générale et communiqué au Ministre du Travail avant sa mise en vigueur, règle dans leurs détails les rapports du syndicat et des adhérents.

Art. 24. — Les actes d'adhésion remis aux adhérents doivent contenir les conditions spéciales de l'engagement, sa durée, ainsi que les clauses de résiliation et de tacite reconduction, s'il y a lieu. Ils constatent en outre la remise d'un exemplaire reproduisant le texte entier des statuts et du règlement intérieur et relatent le texte intégral des articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898, ainsi que les autres dispositions prescrites par l'article 11 du décret du 28 février 1899 et l'article 21 (1) dudit décret.

En cas de modifications des statuts ou du règlement intérieur, tout adhérent recevra également le texte desdites modifications.

Art. 25. — Le bénéfice de la garantie du syndicat est acquis à l'adhérent à partir de la date fixée par l'acte d'adhésion.

Art. 26. — Le règlement intérieur détermine le mode et les conditions des déclarations à faire en cas de sinistre par les adhérents. Il spécifie les productions de pièces nécessaires.

Les indemnités de sinistres sont payées aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit par le syndicat, sans que le syndicat puisse exciper, à l'encontre des ouvriers créanciers, des règlements de comptes ou contestations pouvant exister entre le syndicat et l'adhérent chez lequel l'accident s'est produit.

(1) Devenue aujourd'hui l'article 20, depuis les modifications apportées au décret du 28 février 1899 par celui du 27 décembre 1906.

TITRE III

Organisation financière.

Art. 27. — La cotisation de chaque adhérent est calculée au centime le franc des salaires payés par l'adhérent, d'après un coefficient de risque indiqué sur l'acte d'adhésion.

L'assemblée générale peut astreindre, en outre, les adhérents à un droit d'entrée dont elle fixe la base, le taux et l'affectation.

Art. 28. — Chaque année, le conseil d'administration détermine la cotisation à payer par cent francs de salaire pour chaque profession. Les cotisations sont établies de manière à pouvoir couvrir, sur ses propres ressources, toutes les charges de l'exercice, y compris la réserve complémentaire prévue à l'article 29 et le fonds de réserve prévu à l'article 32.

En cas d'insuffisance de ressources constatée dès l'établissement du bilan d'un exercice non encore définitivement liquidé, l'assemblée générale peut décider la perception de cotisations supplémentaires au prorata des cotisations versées dans l'année.

Cette perception devient obligatoire lors de la liquidation définitive de l'exercice, si l'insuffisance des ressources n'est pas, le cas échéant, couverte par le fonds de réserve.

Lorsqu'un exercice laisse un solde bénéficiaire, ce solde est réparti entre les adhérents, au prorata des cotisations, après que le prélèvement nécessaire pour constituer le fonds de réserve a été effectué.

Art. 29. — Les opérations du syndicat sont réglées annuellement dans les conditions ci-après :

1° Les capitaux constitutifs des rentes attribuées au cours d'un exercice sont versés à la Caisse nationale des retraites, au plus tard dans le mois qui suit l'approbation des comptes de cet exercice par l'assemblée générale ;

2° Pour toutes celles de ces rentes qui n'ont pas été constituées au cours de l'exercice, le bilan doit faire apparaître une somme égale à la valeur, au 31 décembre, des capitaux constitutifs à verser à la Caisse nationale des retraites, évaluée d'après les tarifs établis par la Caisse nationale des retraites.

En outre, pour les rentes dues à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente, il est établi, jusqu'à l'expiration du délai légal de revision, une réserve complémen-

taire, calculée conformément au barème adopté par les sociétés d'assurances contre les accidents du travail ;

3° En ce qui concerne les accidents dont les conséquences sont encore inconnues ou qui n'ont pas encore pu donner lieu à attribution de rente, il doit être réservé au passif du bilan de l'exercice dans lequel ils sont survenus une provision suffisante pour y faire face ;

4° Un exercice n'est définitivement réglé qu'après la constitution à la Caisse nationale des retraites de toutes les rentes dues à la suite des accidents survenus au cours dudit exercice et de l'acquittement de toutes les autres charges correspondantes.

Art. 30. — Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale l'inventaire du dernier exercice.

Cet inventaire est accompagné d'un compte de profits et pertes et d'un bilan donnant la situation, d'année en année, de chacun des exercices inventoriés antérieurement et non définitivement liquidés.

Ces documents doivent être publiés et tenus à la disposition de tout adhérent qui en fait la demande moyennant le paiement d'une somme qui ne peut excéder 1 franc.

Il ne peut être attribué à chaque exercice que les recettes et les dépenses qui lui sont propres, sauf emploi, le cas échéant, du fonds de réserve.

Art. 31. — Le syndicat s'interdit toute spéculation. Les fonds ne peuvent être employés qu'au fonctionnement normal du syndicat pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.

Les placements correspondant aux provisions à effectuer en vertu des §§ 2 et 3 de l'article 29 ci-dessus sont effectués dans les mêmes conditions que les placements analogues des sociétés d'assurances.

Les autres placements sont déterminés par l'assemblée générale.

Art. 32. — Il est constitué un fonds de réserve au moyen :

1° D'un prélèvement dont le *quantum* sera fixé par l'assemblée générale sur les excédents bénéficiaires après liquidation définitive des exercices ;

2° D'un prélèvement de % sur le montant de toutes les cotisations.

Le fonds de réserve fait l'objet d'un compte spécial ; il est destiné à parer, en tout ou partie, aux insuffisances éventuelles de ressources de tous les exercices, indistinctement. Toutefois, les sommes provenant du fonds de réserve ne

pourront être affectées à un même exercice que jusqu'à concurrence de moitié, au maximum.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint la somme de....., l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, décider que les prélèvements prévus au présent article seront soit totalement, soit partiellement suspendus.

Le fonds de réserve est la propriété du syndicat. Aucun adhérent ou ancien adhérent n'en peut réclamer une part quelconque.

En cas de dissolution du syndicat, l'emploi à faire du fonds de réserve sera déterminé dans les conditions prévues à l'article 33 des présents statuts.

TITRE IV

Dissolution et liquidation.

Art. 33. — En cas de dissolution volontaire du syndicat, une assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs ainsi que la forme et la durée de la liquidation et délibère, s'il y a lieu, sur la dévolution de l'actif restant disponible, après acquittement de toutes les charges, à une œuvre de prévoyance sociale.

Faute de délibération par l'assemblée, il est statué, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, par un arrêté du Ministre du Travail, qui désigne les liquidateurs amiables chargés, sous son contrôle, de la liquidation des exercices non définitivement liquidés.

Tel est l'ensemble de la législation dont il nous fait étudier d'une façon plus approfondie le mécanisme pour comprendre les critiques qu'elle a soulevées et les réformes qu'elle comporte.

CHAPITRE II

DE LA NATURE JURIDIQUE DU SYNDICAT DE GARANTIE,
ENVISAGÉ TANT EN LUI-MÊME QUE DANS SES RAPPORTS
AVEC LES ADHÉRENTS.

Il paraîtrait, à première vue, plus logique et plus rationnel d'exposer, immédiatement après l'histoire des syndicats de garantie et l'énonciation des textes qui les régissent, les conditions de constitution et de fonctionnement de ces organismes nouveaux d'assurance. Mais il nous a paru que ce chapitre se trouvait dominé par une question primordiale, celle de savoir quelle est la nature juridique de cet organisme. Nous verrons, en effet, à chaque instant que cette question se pose à l'occasion de chaque difficulté soulevée par la matière. Il est certain, d'une part, qu'il convient de savoir à quel texte du droit commun il faut se référer pour suppléer aux insuffisances des textes spéciaux sur la matière : faut-il recourir à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, faut-il au contraire se référer aux dispositions du décret du 22 janvier 1868 sur les assurances mutuelles ? D'autre part, cette même difficulté de principe domine la solution

de toutes les questions susceptibles de s'élever entre le syndicat de garantie d'une part et ses adhérents ou des tiers d'autre part. C'est cette considération qui nous a déterminé à étudier sous le chapitre II et avant la constitution et le fonctionnement du syndicat, sa nature juridique.

La question se subdivise d'ailleurs en deux, car elle comprend tout d'abord la détermination de la nature du groupement lui-même, abstraction faite de la personnalité des membres qui le composent ; elle implique, en second lieu, et c'est le corollaire de la première difficulté, la détermination de la nature des rapports juridiques existant entre le syndicat et les membres qui le composent, ce qui nous amènera à traiter une question qui a pris aujourd'hui dans les syndicats de garantie une importance considérable : celle de la réassurance.

SECTION PREMIÈRE.

Nature juridique du Syndicat de garantie.

La première question qui se pose est celle de savoir si le syndicat constitue une société ou une association. Nous ne nous y attarderons pas, car elle nous paraît sans intérêt pratique : le syndicat n'a pas à se placer sous la loi du 1^{er} juillet 1901, puisqu'il relève de textes spéciaux, la loi du 12 avril 1906 et le décret du 27 dé-

cembre 1906 ; d'autre part, la véritable difficulté serait de savoir s'il a ou non la *personnalité civile*. Or la question est tranchée par les textes spéciaux sur la matière : l'article 21 du décret du 28 février 1899, modifié en 1907, qui vise l'approbation administrative donnée au syndicat sous forme de *décret* ou d'*arrêté*, suivant les cas ; l'article 31 des statuts-types, *qui suppose cette personnalité puisqu'il en fixe les limites en décidant que « le syndicat s'interdit toute spéculation »*. Nous ne nous arrêterons donc pas à cette question et avec une jurisprudence constante, nous considérerons les syndicats comme des *sociétés investies de la personnalité civile* (1).

Voici en quels termes un jugement du tribunal civil de la Seine, du 17 mai 1909 (*Gazette des Tribunaux*, numéro du 25 septembre 1909) justifiait le caractère de société du syndicat de garantie :

« Attendu qu'il ressort de ces dispositions que le législateur de 1898, en organisant des syndicats de garantie, n'a point entendu créer un contrat nouveau ; qu'il s'est seulement préoccupé d'indiquer aux chefs

(1) Trib. civ. Toulouse, 17 décembre 1903 ; trib. civ. Seine, 17 mai 190, *Gaz. Trib.*, n° du 25 sept. 1909 ; just. de paix d'Ivry-sur-Seine, 13 juillet 1909, *La Loi*, n° du 10 août 1909 ; trib. civ. Grenoble, 14 janv. 1910 ; trib. civ. Pont-Audemer, 1^{er} février 1911, *La Loi*, n° du 22 février 1911 ; Lyon, 22 novembre 1911, *Monit. jud. Lyon*, n° du 4 janvier 1912 ; Lyon, 28 novembre 1912, *Le Droit*, n° du 31 mars 1912 ; trib. civ. Tulle, 15 avril 1913 ; trib. com. Seine, 19 août 1913, *La Loi*, n° du 31 mai 1913.

d'industrie un moyen de concurrencer les compagnies d'assurances, et de prendre les précautions nécessaires pour assurer, sur les syndicats à créer, un contrôle équivalent à celui déjà organisé sur les compagnies d'assurances ; qu'il convient donc de rechercher dans le Code civil à quel type de contrat se rattache ce syndicat ;

» Attendu que le syndicat dont s'agit présente les deux caractères de l'existence desquels l'article 1832 du Code civil fait résulter le contrat de société ; qu'on y rencontre, en effet, un apport, puisque les adhérents mettent quelque chose en commun, leurs cotisations et un bénéfice, puisque chaque adhérent est appelé à jouir privativement d'un *avantage pécuniaire*, celui de se substituer le syndicat dans les conséquences d'un risque ;

» Attendu que dans ces circonstances, le Syndicat de garantie de l'Entreprise et de l'Industrie doit être réputé régi par les règles générales du contrat de société ».

Une seule décision, à notre connaissance, a contesté aux syndicats la personnalité civile : c'est un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 16 juin 1911. Encore se borne-t-il à une simple affirmation : « Qu'il ne faut point perdre de vue qu'un syndicat de garantie n'ayant point de personnalité civile ne forme qu'une réunion d'industriels ou de commerçants unis ensemble par les liens de la solidarité la plus étroite,

mais seulement aux conditions énumérées par les statuts ou par le règlement intérieur de ce syndicat ». Cette décision paraît être restée isolée.

Les tribunaux ont au contraire jugé que les syndicats de garantie, sous la seule réserve qu'ils ne feront pas acte de spéculation, « ont une entière liberté de gestion pourvu qu'ils fassent des actes licites et ils n'ont besoin pour traiter d'aucune autorisation ». Ils ont considéré l'achat du portefeuille d'un autre syndicat comme un acte permis à un syndicat, car il n'est pas en soi un acte de spéculation (1).

Mais les syndicats de garantie constituent-ils des sociétés *commerciales ou civiles* ? C'est la première question qui s'est posée à l'occasion de la mise en application de la législation nouvelle des syndicats de garantie. Dès le 17 décembre 1903, le tribunal civil de Toulouse (2) la tranchait dans les termes suivants, adoptant une formule qui, depuis, a été reprise par d'autres tribunaux, et qui s'imposait d'ailleurs: « Constitue une société civile et non une société commerciale justiciable du tribunal consulaire, un syndicat de garantie fondé dans le but de fournir aux chefs d'entreprise, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que leur impose la loi du 9 avril 1898, une combinaison moins onéreuse que l'assurance

(1) Trib. civ. Seine, 15 juillet 1911.

(2) *Gaz. Trib. du Midi*, n° du 21 février 1904.

proprement dite, en leur permettant d'établir entre eux une garantie mutuelle et solidaire contre les risques professionnels. Cette société a tous les caractères d'une société civile, car elle n'a pour objet ni des ventes ou achats de marchandises, ni des opérations de bourse ou de courtage, ni aucun acte de commerce, et elle ne se propose, d'ailleurs, la réalisation d'aucun bénéfice sur les versements de ses adhérents, puisque le solde bénéficiaire en fin d'exercice doit être réparti entre les mutualistes » (1).

La qualité de commerçant appartenant aux membres du syndicat ne suffit point à modifier le caractère de la société, du moment où il est de son essence de poursuivre l'exécution de conventions purement civiles et que les opérations auxquelles elle se livre sont absolument distinctes du commerce de chaque associé.

Et même lorsque les statuts spéciaux d'un syndicat approuvé par décret, prévoyant le cas où un exercice laisserait un solde bénéficiaire, disposent que ce solde sera réparti entre les adhérents de cet exercice au prorata des cotisations versées par eux, sous déduction des sommes à affecter au fonds de réserve, cette éventualité d'une répartition d'un solde bénéficiaire « n'est pas de nature à faire dégénérer l'association

(1) Dans le même sens, trib. civ. Seine, 17 mai 1909, *Gaz. Trib.* du 25 septembre 1909, et la jurisprudence citée *suprà* à la note de la page 20.

en association commerciale, puisqu'une pareille stipulation n'a nullement pour objet un bénéfice commercial résultant d'un fait de spéculation » (1).

La question de la nature civile ou commerciale des syndicats de garantie s'est présentée naturellement à l'occasion de la compétence : le syndicat de garantie fait-il des opérations commerciales relevant de la compétence des tribunaux de commerce; d'autre part, si lui-même assigne un de ses adhérents, à l'occasion précisément de son adhésion au syndicat, comme cet adhérent est un commerçant ou qu'il s'agit d'un acte de commerce, le syndicat a-t-il l'option entre la juridiction commerciale et la juridiction civile ? C'est en ce dernier sens que la difficulté a été tranchée par les tribunaux.

Il a été jugé que, dans un débat entre le syndicat de garantie non commerçant et un de ses adhérents commerçant, comme l'une des deux parties seulement est commerçante, ou qu'il s'agit d'un acte qui n'est commercial que pour l'une d'elles, le syndicat de garantie demandeur, ayant le droit d'opter entre les deux juridictions, peut, à son choix, assigner son adversaire, soit devant le tribunal civil, soit devant la juridiction consulaire, pour l'exécution des obligations commerciales qu'il a prises envers lui (2).

(1) Trib. civ. Grenoble, 14 janvier 1910.

(2) Trib. civ. Seine, 9 janv. 1909; trib. civ. Nice, 8 mai 1909; trib. civ. Pont-Audemer, 1^{er} février 1911, *La Loi*, n° du 25 février 1911; C. Lyon, 28 novembre 1912, *Le Droit*, n° du 31 mars 1913; trib. civ. Tulle, 15 avril 1913.

De même le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en paiement de primes intentée par un syndicat de garantie contre un assuré commerçant et même s'agissant de risques commerciaux (1).

La difficulté sur ce point n'est pas cependant entièrement solutionnée, car les sociétés civiles sont elles-mêmes soumises à des règles différentes. On pourrait, en effet, songer à ranger les syndicats de garantie soit sous les règles très générales du contrat de société posées par les articles 1832 et suivants du Code civil, et dire que ces organismes sont des sociétés civiles purement et simplement ; ou bien les assimiler aux sociétés d'assurances mutuelles régies par les règles spéciales et exceptionnelles du titre II du décret du 22 janvier 1868.

La question présente des intérêts pratiques considérables que nous rencontrerons au cours de notre étude. Nous nous bornons ici à indiquer le principe général. Les sociétés civiles sont, en réalité, restées sous le régime de la liberté absolue des conventions ; leurs règles sont aussi larges, aussi libérales que possible. Au contraire, les mutuelles sont soumises à des prescriptions assez étroites. Dans le silence de la législation des syndicats de garantie ou de leurs sta-

(1) Just. de paix d'Ivry-sur-Seine, 13 juillet 1909, *La Loi*, n° du 10 août 1909.

tuts, à quelles règles faut-il recourir ; quels textes constitueraient pour eux le droit commun : le régime général des sociétés civiles, celui des assurances mutuelles ?

Certaines décisions ont écarté toute assimilation entre le syndicat de garantie et les sociétés d'assurances mutuelles pour des motifs qui peuvent paraître contestables.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 16 juin 1911 : « On ne trouve pas dans les textes réglant le fonctionnement des syndicats de garantie, les mêmes obligations que celles imposées par la loi de 1868 aux sociétés d'assurances mutuelles, loi qui pourtant a incontestablement inspiré la rédaction du décret du 27 décembre 1906 relatif aux statuts-types à adopter pour les syndicats de garantie et qu'en fait le Syndicat Lyonnais de garantie a adoptés. — Il n'est point prévu, comme pour les sociétés d'assurances mutuelles, la résiliation de plein droit du contrat, en cas d'extension de l'assurance à des risques autres que ceux prévus et en cas d'extension du périmètre des opérations d'assurances. — Il n'est point prescrit aux syndicats de garantie comme aux sociétés d'assurances mutuelles d'indiquer dans la première quittance à délivrer à leurs adhérents, le texte des modifications qui ont pu être apportées par les assemblées générales; la publicité dans les journaux d'annonces

légales n'est point prescrite de la même manière qu'aux sociétés d'assurances mutuelles ».

Raisonnement ainsi, c'est en effet oublier la différence fondamentale qui sépare le syndicat de garantie de la société d'assurances mutuelles et qui en fait un organisme d'un caractère tout à fait spécial : la solidarité qui lie les adhérents. Ceux-ci étant tenus solidairement sur tous leurs biens, au lieu de n'être tenus que du maximum annuel de contribution, la loi devait nécessairement se montrer plus large et moins exigeante pour la constitution des syndicats de garantie que le décret du 22 janvier 1868.

La question, à notre sens, a été plus nettement posée et plus juridiquement solutionnée par le tribunal de commerce de la Seine, dans son jugement du 19 avril 1913 (1). Il déclare que si les syndicats de garantie se rapprochent des sociétés d'assurances mutuelles, ils ne sauraient être soumis aux dispositions du décret du 22 janvier 1868, en l'absence de toute disposition légale : le législateur a, en effet, dans l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, nettement distingué les compagnies d'assurances mutuelles des syndicats de garantie.

Mais ce n'est tout de même pas en ce sens, nous semble-t-il, que le problème doit être abordé. Les syndicats de garantie constituent un organisme d'assu-

(1) *La Loi*, n° du 31 mai 1913.

rance tout à fait à part régi par des règles spéciales et par une législation particulière. Ce sont ces règles spéciales et elles seules qui doivent permettre de trancher les difficultés relatives aux syndicats et c'est à elles seules qu'il convient de se reporter. Toutes les fois qu'une disposition, soit de la loi du 12 avril 1906, soit du décret du 27 décembre 1906, soit des statuts-types existe en termes précis et ne soulevant pas de doute, c'est elle qui doit être appliquée, fût-elle contraire à la législation des sociétés en général ou des sociétés d'assurances mutuelles en particulier.

Là où véritablement se présente la difficulté, c'est lorsque cette législation spéciale ne contient aucune disposition, soit directe, soit indirecte, relative à la question soulevée. Dans ce cas, le juge ne pouvant raisonner que par analogie, à quelle législation doit-il s'adresser comme à une sorte de droit commun destiné à combler les lacunes de la législation spéciale qui l'occupe : à celle des sociétés civiles à celle des mutuelles ?

Ainsi posé, le problème nous paraît aisé à résoudre : la législation de droit commun est ici celle des assurances mutuelles. Les syndicats de garantie sont des organismes d'assurances mutuelles, avec des traits spéciaux très accentués, mais, au fond, ce sont des mutualités de patrons, avec ce caractère essentiel qu'ils sont solidaires. Sauf cette différence, si on se reporte à la législation des syndicats de garantie, on

voit qu'elle contient de nombreuses dispositions empruntées au décret des sociétés d'assurances mutuelles.

La nécessité de s'engager dans le syndicat pour des périodes déterminées, imposée par l'article 9 des statuts-types, rappelle la disposition de l'article 25 du décret du 22 janvier 1868 ; il en est de même de la disposition relative à la réassurance, renfermée dans le même article des statuts *in fine*, qui est analogue, *mutatis mutandis*, à celle de l'article 27 dudit décret.

L'article 24 des statuts-types relatif aux mentions que doivent contenir les actes d'adhésion remis aux adhérents n'est qu'une copie des dispositions des articles 25 et 28 du décret de 1868.

L'article 26 des statuts-types est un rappel des dispositions des articles 34 et 35 du décret de 1868.

Les articles 27 et 28 des statuts-types répondent aux mêmes préoccupations que celles qui ont inspiré les articles 29 et 30 du décret de 1868.

L'article 30 des statuts-types contient des dispositions analogues à celles de l'article 24 du décret de 1868.

Enfin le principe de l'annualité et de l'indépendance réciproque de chaque exercice financier est, comme on le verra plus loin, une règle essentielle tant dans les sociétés d'assurances mutuelles que dans les syndicats de garantie.

De ce rapide parallèle entre ces deux législations,

il nous paraît se dégager cette constatation qui s'impose, c'est que le droit commun des syndicats se trouve dans le décret du 22 janvier 1868, toutes les fois, nous le répétons, que ce droit spécial n'a pas statué expressément, car alors il écarte absolument la législation de 1868. C'est à cette solution que s'est rangée la jurisprudence et nous pensons que les divergences que l'on peut relever à cet égard entre certaines décisions ne sont qu'apparentes et qu'elles se justifient aisément si l'on veut bien se rappeler le principe général d'interprétation que nous venons de dégager.

La jurisprudence, disons-nous, décide à la grande majorité que les syndicats de garantie sont des sociétés civiles d'assurances mutuelles (1).

C'est en partant de ce principe que certaines décisions ont appliqué la disposition de l'article 28 du décret du 22 janvier 1868, qui est contenue aujourd'hui dans l'article 24 des statuts-types, à un syndicat de garantie fondé antérieurement au décret du 27 décembre 1906 qui a arrêté le texte des statuts-types, et

(1) Just. de paix de Lyon, 27 mars 1908; just. de paix d'Ivry-sur-Seine, 13 juillet 1909, *La Loi*, n° du 10 août 1909; C. Grenoble, 14 janvier 1910; trib. civ. Pont-Audemer, 1^{er} février 1911, *La Loi*, n° du 22 février 1911; trib. civ. Seine, 15 juillet 1911; C. Lyon, 22 novembre 1911, *Mon. jud. Lyon*, n° du 4 janvier 1912; C. Chambéry, 6 janvier 1913, *Gaz. Trib.*, n° du 16 mars 1913; C. Douai, 27 février 1913; trib. civ. Tulle, 15 avril 1913.

dont les statuts spéciaux ne contenaient pas de prescriptions analogues à celles de ce texte (1).

Par contre, le tribunal de commerce de la Seine, dans deux jugements du 13 décembre 1913 (2) et du 19 avril 1913 (3), a refusé d'appliquer aux syndicats de garantie les dispositions de l'article 25 du décret du 22 janvier 1868, qui permettent à tout adhérent d'une mutuelle, en réservant d'ailleurs le droit réciproque de la société, de se retirer tous les cinq ans en prévenant la société six mois d'avance dans les formes indiquées au décret ; cette disposition est, en effet, nettement contraire à celle de l'article 9 des statuts-types qui ne fait d'ailleurs qu'indiquer une conséquence qui découle nécessairement du principe essentiel de la solidarité dans les syndicats de garantie. « Attendu, lit-on dans ces décisions, que les statuts-types, en disant que les adhésions sont souscrites, soit pour la durée du syndicat, soit pour des périodes successives de..... années, ou pour partie seulement restant à courir de ces périodes, laissent aux syndicats de garantie la faculté de déterminer eux-mêmes la durée de chacune de ces périodes et excluent formellement l'application à ces groupements de l'article 25 du décret du 22 janvier 1868 ».

(1) C. Lyon, 22 novembre 1911, *Mon. jud. Lyon*, n° du 4 janvier 1912; C. Douai, 27 février 1913.

(2) *L'Assureur et l'Assuré*, n° du 20 octobre 1913.

(3) *La Loi*, n° du 31 mai 1913.

SECTION II

Nature juridique des rapports du syndicat de garantie avec ses adhérents. — Le règlement intérieur. — La solidarité.

Pour déterminer les rapports des adhérents d'un syndicat de garantie, tant entre eux qu'à l'égard du syndicat, personne civile distincte de la leur, il faut s'inspirer du double caractère qui les distingue et se reporter toujours aux deux principes qui dominent toute cette matière : d'une part, ils sont entre eux tout à la fois assureurs et assurés, exactement comme dans les sociétés d'assurances mutuelles ; ils sont, d'autre part, tenus solidairement.

Nous n'entendons pas reprendre ici par le menu toutes les difficultés qui peuvent se présenter, en droit général, tant à raison de leur qualité d'assurés mutuels que de celle de débiteurs solidaires : nous nous bornerons à renvoyer aux théories générales sur les sociétés d'assurances mutuelles et sur la solidarité en droit civil. Nous voulons seulement indiquer les difficultés spéciales à la matière des syndicats de garantie.

I. — En ce qui concerne les rapports généraux du syndicat et de ses adhérents, ils sont réglés conventionnellement par les clauses de la police signée par l'adhérent ; les polices ou actes d'adhésion doivent,

aux termes de l'article 24 des statuts-types, « contenir les conditions spéciales de l'engagement, sa durée, ainsi que les clauses de résiliation et de tacite reconduction, s'il y a lieu. Ils constatent en outre la remise d'un exemplaire reproduisant le texte entier des statuts et du règlement intérieur et relatent le texte intégral des articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898, ainsi que les autres dispositions prescrites à l'article 11 du décret du 28 février 1899, et l'article 21 (1) dudit décret. » En cas de modifications des statuts ou du règlement intérieur, tout adhérent doit, en outre, recevoir le texte desdites modifications.

C'est le contrat même qui lie l'adhérent et le syndicat, et il n'est pas possible d'y déroger, pour l'une ou pour l'autre partie, d'une manière unilatérale ; il faut un consentement réciproque. Sans doute, pour le syndicat, ce consentement pourra être exprimé par l'assemblée générale qui peut modifier, à la majorité indiquée aux statuts, les clauses de ces statuts, même contre le gré d'une minorité ; mais ces modifications ne seront imposées aux adhérents que pour l'avenir ; elles ne pourront modifier en rien, dans le passé, le pacte intervenu entre le syndicat et l'adhérent.

Il n'est pas loisible d'admettre, en effet, que l'assem-

(1) Devenu aujourd'hui l'article 20, depuis les modifications apportées au décret du 28 février 1899, par celui du 27 décembre 1906.

blée générale d'un syndicat de garantie, même régulièrement convoquée et composée, ait pu apporter aux conditions substantielles du contrat d'adhésion, telles que celles relatives à la résiliation du contrat, des modifications pouvant avoir un effet rétroactif. Il ne faut point perdre de vue qu'un syndicat de garantie forme une réunion d'industriels ou de commerçants unis ensemble par les liens de la solidarité la plus étroite, mais seulement aux conditions énumérées par les statuts ou le règlement intérieur de ce syndicat, conditions que l'adhérent a expressément acceptées, lors de son entrée dans le syndicat ; que chaque adhésion donnée ne l'a été qu'avec la modalité que comportaient ces statuts ou règlement intérieur ; qu'il serait même inopérant que d'autres adhérents aient pu se réclamer et obtenir après coup de leurs autres coadhérents des modifications à ces statuts et règlement intérieur alors qu'il n'est point établi que l'adhérent à qui on veut les imposer ait lui-même adhéré à ces modifications apportées au contrat originaire.

Si, par impossible, on admettait pour les adhérents à des syndicats de garantie la rétroactivité des décisions modificatives des statuts ou du règlement intérieur (lorsque toutefois ces modifications portent sur les bases mêmes du contrat d'adhésion et non pas simplement sur une mesure purement d'ordre intérieur ou d'administration), on devrait en conclure

que dans le cas particulièrement grave de solidarité complète et absolue édictée par la loi pour les syndicats de garantie, le législateur aurait pris moins de précautions pour sauvegarder les droits acquis que dans celui où l'on se trouverait simplement en présence d'une adhésion à une société d'assurances.

Il n'est donc point douteux que la rétroactivité des décisions prises par l'assemblée générale d'un syndicat de garantie ne doit pas pouvoir être opposée à un adhérent et que ce sont les statuts aussi bien que le règlement intérieur acceptés par lui lors de son adhésion qui, en tout état de cause, doivent continuer à faire la loi des parties contractantes (1).

Ce règlement intérieur auquel nous venons de faire allusion existe en effet dans tous les syndicats de garantie ; il est délibéré par l'assemblée générale des adhérents et communiqué au ministère du travail avant sa mise en vigueur, et, dit l'article 23 des statuts-types, « afin d'assurer l'exacte application des statuts, il règle dans leurs détails les rapports du syndicat et des adhérents ». Un exemplaire de ce règlement intérieur doit être obligatoirement remis à l'adhérent au moment où il contracte. Il fait donc partie du contrat d'adhésion et n'est pour ainsi dire qu'une suite de ce contrat ; il s'impose donc à l'un comme à l'autre des contractants.

Ainsi, lorsqu'un article du règlement intérieur du

(1) Trib. com. Seine, 16 juin 1911.

syndicat dispose que « chaque année formant un exercice autonome, la liquidation se fait annuellement et par exercice » et prévoit dans ses paragraphes subséquents quelle comptabilité l'adhérent doit tenir et laisser à la disposition du syndicat, en présence de ces dispositions réunies dans un seul article, l'adhérent a dû compter qu'une liquidation annuelle fixerait définitivement la quotité de sa participation par rapport aux autres adhérents, de telle sorte qu'il ne resterait plus à répartir entre eux, et au prorata de leur participation, que les charges résultant des instances engagées, et qu'il serait, par suite, libéré de l'obligation de conserver sa comptabilité dans la partie éphémère (feuilles volantes, carnets laissés entre les mains des contre-maîtres) qui devient sans intérêt pour lui lorsque les écritures sont relevées sur les livres de commerce. L'adhérent est d'autant plus fondé à le croire, lorsque ni les statuts ni le règlement intérieur ne fixent un autre délai, et le syndicat allèguerait en vain que les instances en fixation de rentes ne sont terminées définitivement qu'après les instances en revision, c'est-à-dire dans un délai d'environ sept ou huit ans après la clôture d'un exercice (1).

De même, en présence des stipulations du règlement intérieur d'un syndicat de garantie déclarant, d'une

(1) C. Chambéry, 6 janvier 1913, *Gaz. Trib.* n° du 16 mars 1913.
— V. cependant en sens contraire, Rouen, 22 octobre 1913, *Gaz. Trib.*, n° du 20 février 1914.

part, que bien que l'adhésion au syndicat soit par périodes successives de deux années, le contrat d'assurance serait résolu de plein droit par le non paiement des cotisations dans le mois qui suit leur exigibilité après mise en demeure adressée par lettre recommandée ; — prévoyant, d'autre part, en ces termes l'envoi de cette lettre recommandée : « A défaut de paiement des cotisations à leurs échéances, l'adhérent sera, par lettre recommandée, mis en demeure d'effectuer ce paiement et avisé de la suspension de garantie. Il sera également fait mention, dans cette lettre, de l'article 17 du présent règlement qui prévoit la résolution de plein droit en cas de non paiement des cotisations dans le mois de leur exigibilité. L'adhérent qui n'aura pas payé sa cotisation devra rembourser, à titre de clause pénale et pour le simple retard, toutes les sommes que le syndicat aurait pour son compte, et depuis le jour d'envoi de la lettre recommandée, payées pour sinistres ou mises en réserve pour la constitution des rentes (art. 1229 du Code civil) » ; — il a été jugé qu'il résulte nettement et sans ambiguïté possible de ces deux articles combinés que l'adhérent a toujours le droit, mais en supportant la clause pénale de l'article 9, de résoudre son contrat par le non paiement de la prime dans le mois qui suit son exigibilité après mise en demeure adressée par lettre recommandée ; que l'utilité de l'envoi de cette lettre recommandée n'est point laissée

à l'appréciation du syndicat de garantie, mais que c'est là, pour lui, une obligation qui lui est impérieusement imposée par ledit règlement intérieur et dont tous les adhérents ont le droit de se prévaloir comme étant leur sauvegarde réciproque contre la mauvaise volonté ou l'impossibilité de leurs coadhérents d'exécuter leur contrat ; que cette clause de résiliation de plein droit, parfaitement licite, se comprend d'autant mieux dans un contrat émis par un syndicat de garantie, que la responsabilité de chacun des adhérents s'étendant même au paiement des sinistres frappant les entreprises des autres coadhérents, il importe, au premier chef, d'éliminer de ce syndicat tout débiteur qui, soit par insolvabilité ou pour autre cause, ne peut plus ou ne veut plus assumer les lourdes charges d'une responsabilité semblable, solidaire et contractuelle (1).

Toutefois, les tribunaux n'ont pas hésité, dans certaines espèces où il leur était apparu que le règlement n'avait pas été en réalité communiqué à l'adhérent, à le déclarer inopérant à l'égard de celui-ci, ou plutôt à faire prévaloir des clauses en sa faveur contenues dans l'acte d'adhésion qu'il avait signé sur des clauses défavorables pour lui renfermées dans le règlement intérieur. Ces décisions viennent restreindre dans une certaine mesure, appréciable d'ailleurs, les effets du règlement.

(1) Trib. comm. Seine, 16 juin 1911.

Lorsqu'un chef d'entreprise, dit un arrêt de la Cour de Lyon, a recouru régulièrement, lors d'une instance relative à un accident de travail survenu à l'un de ses ouvriers, au syndicat de garantie auquel il était assuré, on ne doit accorder aucune valeur à une clause édictant, au cas de défaut de communication de pièces dans le délai voulu, du chef d'entreprise au syndicat, une déchéance absolue du bénéfice de l'assurance, lorsque cette clause, que l'assuré affirme avoir complètement ignorée, ne figure ni dans la police d'assurances, ni dans les documents imprimés qui la suivent et peuvent être considérés comme en faisant partie intégrante, mais dans un prétendu *règlement d'administration intérieure*, auquel les assurés, suivant une clause imprimée de la police, déclarent adhérer, ainsi qu'aux statuts, après en avoir pris connaissance. En effet, l'esprit, sinon le texte de l'art. 28 du décret du 22 janvier 1868 sur les sociétés d'assurances, faisait au syndicat un devoir de prudence et de loyauté d'insérer dans la police ou d'y annexer le texte de ce document, aussi intéressant pour les assurés que le texte des statuts, puisqu'il édicte des déchéances rigoureuses. En droit, d'ailleurs, un semblable document modifiant si profondément les conditions de la police signée par l'assuré ne saurait lui être opposé, par suite de l'application de l'article 332 du Code de commerce relatif aux assurances maritimes, mais étendu, de jurispru-

dence constante, aux assurances terrestres ; le contrat d'assurances doit être rédigé par écrit, il est, par suite, soumis, quant à l'admissibilité de sa preuve, aux règles de l'article 1341 du Code civil, il doit donc être fait autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, conformément aux prescriptions impératives de l'article 1325 du Code civil. Et l'inobservation de ces prescriptions est particulièrement inadmissible lorsque le contrat d'assurances est conclu avec une compagnie d'assurances mutuelles laquelle, n'ayant point pour objet de réaliser des bénéfices, ne présente pas le caractère d'une société commerciale (1).

Il résulte, en effet, de l'article 24 des statuts-types, la volonté formellement exprimée, en concordance, d'ailleurs, avec ce que le décret de 1868 avait déjà imposé en matière d'assurance, que le souscripteur ou l'adhérent trouve dans la police ou l'acte d'adhésion toutes les obligations qu'il assume, toutes les conditions auxquelles il sera soumis, *fussent-elles même mentionnées ailleurs* ; il ne suffit donc pas que ces conditions se rencontrent dans le règlement intérieur pour qu'elles lui soient opposables, elles doivent se trouver d'abord et en entier dans l'acte d'adhésion, parce qu'il est d'expérience que c'est lui surtout qui

(1) C. Lyon, 22 novembre 1911, *Monit. jud. Lyon*, n° du 4 janvier 1912.

sera discuté et accepté, et que le législateur a voulu qu'il ne puisse y avoir de surprise pour l'adhérent ou l'assuré ; suivant son expression même, ce n'est qu'en outre et supplémentairement que viennent les statuts et le règlement intérieur, mais sans qu'ils puissent suppléer aux insuffisances de l'acte d'adhésion (1).

« Attendu, dit l'arrêt, qu'aux termes des statuts-types (ar. 26) ce n'est pas dans le règlement intérieur que les adhérents doivent chercher les conditions spéciales qui régissent leur engagement ; que le règlement intérieur doit déterminer le mode et les conditions des déclarations à faire en cas de sinistre par les adhérents, et spécifie les productions de pièces nécessaires, que tel est, avant tout, son objet ; qu'il faut considérer comme un *abus*, dont le résultat le plus fréquent est de surprendre la confiance et le consentement des adhérents, le fait d'insérer les conditions spéciales de l'engagement ainsi que les clauses de résiliation dans un règlement intérieur, c'est-à-dire dans un texte où elles n'ont rien à faire, et de ne pas les insérer dans l'acte d'adhésion, c'est-à-dire dans un texte où il était imposé quelles fussent littéralement insérées, qu'une telle façon de procéder est en contravention formelle avec l'esprit et la lettre des statuts-types approuvés par le Conseil d'Etat, dont

(1) C. Douai, 27 février 1913.

les dispositions ont eu pour but, non de tendre un piège aux adhérents, mais de les prémunir contre toute erreur, de les avertir de la manière la plus claire de leurs obligations, et de déterminer l'endroit où ils en trouveront le texte complet et intégral ;

» Attendu que si un certain nombre de causes de résiliation sont prévues dans l'acte d'adhésion, celles qui figurent dans les articles 3, 5, 7 et 8 du règlement intérieur n'y sont pas exprimées et sont mentionnées au moyen d'une simple référence à ce règlement ; qu'il n'est pas sans intérêt de remarquer que, tandis que celles qui sont exprimées sont anodines, toutes celles qui sont sérieuses et qui sont assorties des sanctions les plus rigoureuses, sont *soigneusement éliminées* de l'acte d'adhésion, sauf la référence dont il vient d'être question, qu'il y a là, un *parti pris évident* de les soustraire à l'examen de l'adhérent ou tout au moins de les lui dissimuler dans toute la mesure possible ; qu'il en est de même de l'autorisation donnée au Conseil d'administration du Syndicat, sous une forme très ambiguë, de majorer le taux de la cotisation de certains risques ; que formulée dans ces termes on peut se demander si cette disposition qui n'est accompagnée d'aucun contrôle, d'aucune justification de nécessité, ne constitue pas, au premier chef, la condition potestative ; que le Syndicat de garantie l'a lui-même interprétée dans ce sens : que lorsque un adhérent particulier ne constitue pas pour

le Syndicat un bon risque, son taux particulier de cotisation pourra être majoré par simple décision du Conseil d'administration ; qu'un semblable procédé, dont on trouve les preuves certaines dans l'espèce, ne tend à rien moins qu'à supprimer à l'adhérent le bénéfice de l'assurance qui est de l'essence du contrat qu'il a entendu passer ;

» Attendu qu'à *supposer licite un droit aussi exorbitant* il était d'impérieuse nécessité de l'inscrire en termes clairs et précis dans les conditions générales ou spéciales de l'acte d'adhésion afin que l'adhérent pût s'apercevoir du danger auquel il était exposé ».

Il suffit, pour signaler l'importance de ces décisions, de rappeler qu'aux termes de l'article 26 des statuts-types, c'est aussi le règlement intérieur qui détermine le mode et les conditions des déclarations à faire en cas de sinistres par les adhérents. Il spécifie les productions de pièces nécessaires. Il peut donc y avoir dans le règlement des clauses importantes de déchéance à l'encontre des adhérents.

Pour en terminer avec le règlement intérieur, il convient de signaler que le même article 26 des statuts-types décide, dans son paragraphe second, que « les indemnités de sinistres sont payées aux victimes d'accidents ou à leurs ayants-droit par le syndicat, sans que le syndicat puisse exciper, à l'encontre des ouvriers créanciers, des règlements de comptes ou contestations pouvant exister entre le syndicat et

l'adhérent chez lequel l'accident s'est produit ». Ce n'est que l'application aux syndicats de garantie du principe général imposé par l'Etat aux organismes d'assurances, dans l'intérêt supérieur des ouvriers, que l'assureur ne pourra jamais opposer aux ouvriers créanciers aucune clause de déchéance (1).

II. — En ce qui concerne la solidarité des adhérents, le principe général est posé en ces termes par l'art. 20 du décret du 28 fév. 1899-27 déc. 1906 : « Les syndicats de garantie prévus par la loi du 9 avril 1898 et celle du 12 avril 1906 lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu des dites lois à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente ». Comme la solidarité est une charge très lourde pour les adhérents, que d'autre part, puisque nous sommes en matière civile, elle constitue l'exception et est, par suite, de droit étroit, il importe de déterminer exactement l'étendue de cette obligation.

En premier lieu, les seuls adhérents pouvant faire partie d'un syndicat de garantie et tenus par suite solidairement, sont uniquement les patrons, dont la profession est assujettie à la loi du 9 avril 1898, modifiée et complétée par les lois subséquentes des 30 juin 1899, 12 avril 1906, 18 juillet 1907.

D'autre part, les adhérents sont tenus solidaire-

(1) Décret du 28 février 1899-27 décembre 1906, art. 11, n° 2.

ment, non pas pour toutes les indemnités auxquelles ils peuvent être tenus en vertu de la législation des accidents du travail, mais seulement pour le paiement des rentes et indemnités attribuables à la suite d'accidents *ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente*. Il nous paraît résulter de ce texte que la solidarité ne joue pas lorsque l'accident a provoqué uniquement une incapacité temporaire ; ni le demi-salaire, ni les frais médicaux ou pharmaceutiques ne sont garantis par la solidarité. Mais, par contre, dès qu'il y a eu *mort ou incapacité permanente*, la solidarité garantit le paiement non seulement des rentes, mais encore des autres *indemnités*, c'est-à-dire de l'indemnité journalière, des frais médicaux et pharmaceutiques, des frais d'hospitalisation et des frais funéraires.

Mais le principe d'interprétation stricte en cette matière ne permettrait pas d'étendre la solidarité aux frais et dépens judiciaires, ni aux frais nécessités par le contrôle de l'Etat : ce ne sont pas en effet des *indemnités*.

Il convient de remarquer d'ailleurs que la solidarité existe entre *tous* les adhérents du syndicat sans aucune distinction de profession ; dans un syndicat de garantie qui comprend un gros entrepreneur de travaux publics et un coiffeur occupant un employé, par exemple, la charge et l'obligation sont

exactement les mêmes pour les deux adhérents. Les catégories professionnelles n'ont pas d'autonomie financière et, par suite, chaque adhérent doit sa part du passif social, qu'elles que soient les professions qui l'aient produit. C'est ce qui a été jugé (1) et il nous paraît juridiquement impossible d'échapper à cette conséquence, si rigoureuse soit-elle : mais elle fait toucher du doigt le vice du système.

Toutefois, la solidarité des adhérents ne peut être invoquée que pour les opérations prévues par les statuts ; elle ne saurait être mise en œuvre pour des opérations faites irrégulièrement par le Conseil d'administration, en dehors des limites de la capacité du syndicat, par exemple à l'occasion de sommes prélevées sur les fonds du syndicat pour faire des avances à un syndicat étranger. Il en est ainsi même si les actes ainsi faits ont été couverts par une approbation de l'assemblée générale, semblable approbation, basée sur des éléments étrangers au syndicat et contraire aux statuts, étant inopérante à l'égard des adhérents (2).

Enfin, l'adhérent ne sera tenu solidairement qu'à partir du jour où il fait régulièrement et valablement partie du syndicat, c'est-à-dire quand il a signé l'acte d'adhésion prévu à l'article 24 des statuts types.

(1) Trib. civ. Saint-Etienne, 29 avril 1913.

(2) Just. de paix Lyon, 13 mars 1913.

Comme le dit l'article 25 de ces statuts, « le bénéfice de la garantie du syndicat est acquis à l'adhérent à partir de la date fixée par l'acte d'adhésion » ; c'est aussi seulement à partir de cette date que commencent ses obligations.

Par conséquent, une simple déclaration d'adhésion à un syndicat encore en formation, par laquelle un patron s'engageait à adhérer à ce syndicat à partir du jour où il serait autorisé par arrêté ministériel, ne suffit pas pour établir le contrat devant lier les parties, car cette déclaration ne constitue par elle-même qu'une simple pollicitation, ne pouvant faire preuve des engagements des parties, en l'absence d'un acte confirmatif, fait en double selon les prescriptions de l'article 1325 du Code civil et indiquant toutes les conditions de l'engagement, ainsi que les statuts du syndicat (1).

La solidarité qui pèse sur les adhérents est d'autant plus lourde qu'elle peut rester à leur charge pendant de longues années, même après leur sortie du syndicat. L'article 20, en effet, du décret du 28 février 1899-27 décembre 1906 décide qu'elle « ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé *entièrement* ses opérations soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites, l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités

(1) Just. de paix de Lyon, 27 mars 1908.

dues ». L'article 9 des statuts-types contient le développement de la même idée lorsqu'il déclare que « *l'adhérent qui cesse de faire partie du syndicat continue à être solidairement tenu avec tous les autres pour le paiement des rentes et indemnités dues par suite de sinistres survenus pendant les exercices durant lesquels il a adhéré au syndicat* ».

On ne saurait trop insister sur cette idée que ces textes, lorsqu'ils décident que la solidarité des adhérents, « ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations », et bien qu'ils doivent se combiner avec le principe de la liquidation périodique de chaque année, ne fixent en réalité aucune date pour l'achèvement de cette liquidation. « Il aurait été d'ailleurs impossible de fixer un délai et d'exiger la liquidation à la fin de chaque exercice, soit le 31 décembre, car il est matériellement impossible à cette date de savoir comment se régleront les sinistres de l'exercice »(1). Cela est d'autant plus exact que la loi du 9 avril 1898 reconnaît, dans son art. 19, au patron comme à l'ouvrier, la possibilité de demander la revision de l'indemnité accordée, soit pour aggravation, soit pour atténuation de l'infirmité de la victime, soit en raison de son décès par suite des conséquences de l'accident pendant une période de trois ans qui court ou

(1) Just. de paix d'Ay (Marne), 6 juillet 1909.

de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière s'il n'y a pas eu attribution de rente, ou de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital. On voit combien longue peut être la période de liquidation d'un exercice et aussi combien lourde pèse la solidarité sur les adhérents.

Et les textes, il convient encore d'insister sur ce point, n'ont pas admis d'autre mode de cessation de la solidarité que celui qui vient d'être indiqué. En dehors de cet unique mode de libération, rien ne peut empêcher l'adhérent d'être poursuivi solidairement pendant de longues années.

C'est ainsi que l'évaluation inexacte ou imprudente de certains risques peut constituer une faute de gestion entraînant la responsabilité des administrateurs, mais cette faute, pas plus que les autres fautes de gestion commises par les administrateurs, ne saurait exonérer un adhérent des rappels de cotisations supplémentaires faits par le liquidateur du syndicat qui représente la masse des adhérents (1).

« Attendu, lit-on à cet égard dans un jugement du tribunal civil de Valence du 11 novembre 1912, que, parmi les griefs exposés il en est qui, immédiatement, apparaissent sans pertinence ; qu'ainsi fût-il même

(1) C. Rouen, 26 juillet 1913.

établi que, dans la même catégorie, tous les membres ne payassent pas la même prime, que des réductions sur les rappels de primes ou des abandons de pénalités encourues eussent été consentis, des jetons de présence touchés ; que certaines des formalités exigées par le décret du 22 janvier 1868 eussent été omises, ces circonstances, aussi regrettables et condamnables qu'elles puissent être n'empêcheraient point que V..., lié par un contrat, l'ayant approuvé antérieurement en l'exécutant, serait comme les autres syndiqués astreint à des paiements de primes votés par une assemblée régulière », et à la solidarité, pouvons-nous ajouter.

Et l'adhérent peut supporter toutes les charges de l'exercice annuel, quelle que soit la date de son adhésion, même si celle-ci est postérieure au premier janvier : l'égalité entre les adhérents est assurée par le fait que chacun ne paie la cotisation que du jour de son adhésion et que finalement les charges de l'exercice sont réparties au prorata des cotisations payées.

Ce point a été nettement précisé dans un jugement du tribunal civil de la Seine, du 27 avril 1911, que nous croyons inédit et que nous pensons devoir reproduire *in extenso*, à cause de son importance.

« Attendu qu'aux termes de l'article 10 des statuts, les sinistres, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis, sont toujours supportés par l'exer-

cice correspondant à l'année dans laquelle s'est produit l'accident. L'exercice prend cours le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

» Attendu qu'il est dit dans le paragraphe 3 de l'article 9 : l'adhérent « qui cesse de faire partie du syndicat continue à être solidairement tenu avec tous les autres pour le paiement des rentes et indemnités dues par suite des sinistres survenus pendant les exercices durant lesquels il a adhéré au syndicat. Cette solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat a liquidé entièrement ses charges pour lesdits exercices, soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues. »

» Attendu que les termes de ce paragraphe sont clairs et précis, et qu'il s'en dégage nettement que les adhérents inscrits au cours d'un exercice sont tenus au paiement des rentes et indemnités afférentes aux sinistres survenus au cours de cet exercice dans les mêmes conditions que ceux dont l'adhésion remonte au premier jour de l'année.

» Attendu, il est vrai, que le paragraphe premier de ce même article est ainsi conçu : « Tous les adhérents sont liés solidairement pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu de la législation sur la matière à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente survenus postérieurement à leur adhésion au syndicat. »

» Attendu, que ce terme apparaîtrait comme étant en contradiction avec le § 3.

» Mais attendu qu'on ne saurait admettre que M... ait pu croire que les rapports avec le syndicat n'étaient pas régis par le paragraphe 3 de l'article 9, si on tient compte de ces faits essentiels dans la cause à savoir que la loi du 9 avril 1898 a placé les Syndicats de garantie sous la surveillance et le contrôle de l'Etat, qu'elle a décidé qu'un règlement d'administration publique déterminerait les conditions de création et de fonctionnement de ces établissements, que l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 a édicté que les syndicats pouvaient être autorisés par arrêtés ministériels, ce qui est le cas du présent syndicat, lorsque leurs statuts étaient conformes à des statuts-types approuvés par décret rendu en Conseil d'Etat : que le décret réglementaire du 27 décembre 1906 contient les dits statuts, qu'enfin ces statuts-types renferment une disposition identique à celle qui constitue le paragraphe 3 de l'article 9 des statuts-types du *Syndicat Lyonnais de Garantie*.

» Attendu que les membres d'un syndicat de garantie contre les accidents du travail sont liés solidairement entre eux pour le paiement des indemnités et rentes fixées par la loi du 9 avril 1898 à raison des accidents survenus au cours de l'exercice ou des exercices pendant lesquels ils ont appartenu au syndicat.

» Que ce principe fondamental est inscrit dans

l'article 9 des statuts-types du décret sus-visé et ainsi conçu : « L'adhérent qui cesse de faire partie du syndicat continue à être solidairement tenu avec tous les autres pour le paiement des rentes et indemnités dues par suite des sinistres survenus pendant les exercices durant lesquels il a adhéré au syndicat ; cette solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat a liquidé entièrement ses charges pour les dits exercices ».

» Attendu, en outre, que les syndicats régis par les textes sus-visés sont obligés de faire un compte rendu annuel « de leurs opérations » (art. 22 du décret du 28 février 1899 modifié par le décret du 27 décembre 1906).

» Attendu que les statuts-types annexés à ce dernier décret, et dont les statuts du *Syndicat Lyonnais de Garantie* ne sont que la reproduction, prévoient l'existence d'un exercice annuel « prenant cours le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre de chaque année (art. 10) et qui embrasse toutes les opérations du Syndicat ».

» Attendu qu'il résulte de cet ensemble de dispositions que l'exercice est annuel et que la solidarité entre les adhérents est annuelle, c'est-à-dire que l'ensemble des adhérents d'un exercice est solidaire pour toutes les charges incombant audit exercice, alors même que l'adhérent serait entré dans le Syndicat

postérieurement au 1^{er} janvier de l'année de cet exercice.

» Attendu toutefois que l'égalité entre les adhérents est assurée puisque chacun d'eux ne paie de cotisation que du jour de son adhésion et que, finalement, les charges de l'exercice sont réparties entre eux au prorata des cotisations qu'ils ont payées au cours dudit exercice.

» Attendu que décider, comme le demande M..., qu'il y a lieu d'établir un décompte spécial pour chaque adhérent du jour de son adhésion, serait violer les principes qui gouvernent les syndicats de garantie et les textes sus-visés organisant l'exercice annuel et la solidarité annuelle.

» Attendu enfin qu'il est établi que le paragraphe 3 de l'article 9 des statuts du Syndicat demandeur n'est que l'application du règlement d'administration publique qui régit les institutions de cette nature et que ce syndicat ne pouvait recevoir l'approbation ministérielle et par suite avoir une existence légale qu'autant qu'il aurait contenu une pareille stipulation.

» Attendu que dans ces conditions M... n'a pu se méprendre sur la portée de l'article 9 et doit voir ses prétentions écartées. »

On comprend facilement qu'en présence d'une aussi lourde responsabilité, qui pouvait être de nature à écarter d'eux bon nombre d'adhérents (quoique

ceux-ci, en général, ne se rendent pas très bien compte de l'étendue de l'obligation qu'ils assument en entrant dans un syndicat), les syndicats de garantie n'aient eu qu'une pensée, celle de chercher par tous les moyens à écarter cette responsabilité ou du moins à persuader à leurs adhérents qu'ils n'avaient pas à la redouter. Un moyen tout naturel s'offrait à eux, celui de la réassurance.

SECTION III

De la réassurance.

L'article 9, *in fine*, des statuts-types est ainsi conçu : « Le syndicat peut, dans les conditions déterminées par le règlement intérieur, se décharger de tout ou partie de ses risques par voie de réassurance, tout en restant soumis à la responsabilité « solidaire ».

Ce texte qui, à première vue, paraît très clair, présente un grave inconvénient : il ne dit pas ce que c'est que la *réassurance*, ce qu'il convient d'entendre par ce mot, d'autant plus que le règlement intérieur qui, aux termes de l'article 9 précité des statuts-types, doit déterminer les conditions de la réassurance, se borne à dire, dans la plupart des syndicats de garantie : « Le conseil d'administration a plein pouvoir pour signer tous contrats de réassurance ».

La réassurance peut s'envisager en effet de deux

façons différentes : elle peut être globale ou individuelle. La réassurance globale consiste en un contrat par lequel un syndicat de garantie stipule d'une société d'assurances, son réassureur, que celle-ci lui versera le montant des rappels de cotisations qu'il serait dans la nécessité de demander à ses adhérents pour régler intégralement ses sinistres. En réalité, le réassureur s'engage à payer un certain pourcentage sur les sinistres, moyennant un pourcentage des primes que prélèvera le même réassureur. Ou encore, le syndicat peut s'engager à verser une certaine partie de ses primes au réassureur, à condition que celui-ci s'engage à constituer les réserves mathématiques, par exemple, pour tous les sinistres graves. Au fond, c'est une assurance du risque d'insolvabilité du syndicat.

Voici, relevés dans un jugement, en quels termes un syndicat présentait à ses adhérents son traité de réassurance globale : « M. X..., directeur du Syndicat de garantie, a l'honneur de vous informer que, par suite de la faculté qui est réservée au syndicat par l'article 9 de ses statuts, le conseil d'administration a décidé, afin de donner à ses adhérents la certitude de se trouver après la clôture d'un exercice, à l'abri de tout rappel de prime, de signer un traité de réassurance qui consiste à garantir l'excédent qui pourrait exister chaque année entre les disponibilités et le montant des sinistres à régler... Il est facile

de comprendre qu'en raison de ce traité de réassurance, les arguments qu'opposent aux syndicats de garantie les agents des compagnies anonymes n'ont plus aucune valeur en ce qui concerne le nôtre » (1).

La réassurance individuelle, exceptionnelle d'ailleurs en matière d'assurance contre les accidents du travail, se présente de toute autre façon. Chaque adhérent est mis par le syndicat dans l'obligation, en même temps qu'il adhère au syndicat, de souscrire à une autre société, le réassureur, une réassurance individuelle contre les rappels de cotisations. En d'autres termes, le syndicat qui fait à son adhérent un rappel de cotisations, qui peut théoriquement aller jusqu'au montant intégral de toutes les charges du syndicat, à raison de la solidarité, s'adresse à son adhérent en lui indiquant le montant de ce rappel; l'adhérent se retourne contre son réassureur, qui doit verser le rappel au syndicat, aux lieu et place de l'adhérent.

Le contrat de réassurance individuelle conclu entre l'adhérent et le réassureur est ainsi conçu : « La société (réassureur) garantit l'assuré (l'adhérent), aux conditions ci-après, contre les perceptions de cotisations supplémentaires que pourrait pratiquer à la fin d'un exercice le syndicat de garantie, soit dès la clôture dudit exercice non liquidé, soit à la liqui-

(1) Trib. civ. Seine, 14 juin 1912.

dation définitive. La durée de la présente police et la date initiale du départ de sa garantie sont les mêmes que celles de l'adhésion du signataire au syndicat de garantie. Les mêmes clauses de résiliation et de tacite reconduction que celles stipulées dans l'adhésion souscrite au syndicat de garantie sont également applicables au présent contrat ».

La réassurance individuelle, telle que nous venons de la définir, n'a en soi rien d'illicite ni de contraire soit aux textes sur la matière, soit au principe essentiel de la solidarité, qu'elle ne peut avoir pour effet d'écarter. Il ne faut pas oublier, en effet, que, comme le dit en termes formels l'article 9 des statuts-types, la responsabilité solidaire subsiste toujours pour l'adhérent.

Au surplus, la police de réassurance passée entre un adhérent d'un syndicat et un réassureur, contrat essentiellement individuel, ne saurait être opposée au syndicat de garantie poursuivant ses rappels de cotisations à l'encontre de son adhérent ; le contrat de réassurance est en effet *res inter alios acta* à l'égard du syndicat de garantie et la demande de celui-ci ne saurait être paralysée de ce chef.

Aussi la jurisprudence a-t-elle reconnu la validité de ces contrats individuels de réassurance. Un jugement important du tribunal civil de la Seine du 5 février 1914 déclare, en effet, que cette combinaison ne met pas en cause la responsabilité solidaire

des membres du syndicat, elle leur permet simplement de se garantir individuellement par une contre-assurance des effets de cette responsabilité solidaire en tant qu'elle peut les obliger à des rappels de cotisations : il n'y a à cela rien d'illicite, rien qui soit contraire au texte ou à l'esprit des dispositions sur la matière. Aussi est-ce à bon droit que des adhérents ayant souscrit des polices individuelles de réassurance sont admis à en invoquer les dispositions, quelles que soient les difficultés qui, par ailleurs, s'élèvent entre le syndicat de garantie dont ils font partie et la société de réassurance.

La question est beaucoup plus douteuse pour la réassurance globale et le Ministère du Travail, chargé du contrôle et de la surveillance des syndicats de garantie, ne croyait pas pouvoir la permettre aux syndicats. Voici, en effet, ce qu'on lit dans le septième rapport au Président de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898 : « Le principe essentiel du syndicat de garantie étant la solidarité des adhérents à l'égard des charges résultant des accidents suivis de mort ou d'incapacité permanente, tout procédé, tout contrat tendant à supprimer ou à réduire cette obligation des membres du syndicat est illégal et va à l'encontre de l'esprit même de cette institution. Cette situation illégale ne serait nullement modifiée par le fait que le syndicat, au lieu de conclure directement un contrat de cette nature avec

une société dite de réassurance, se bornerait à se présenter comme l'intermédiaire entre celle-ci et ses adhérents, recueillant les signatures de ces derniers aux contrats par lesquels ils se trouveraient réassurés et percevant une prime globale dont la portion afférente à cette opération serait défalquée : une telle opération serait aussi étrangère que la précédente à la catégorie de celles que les syndicats de garantie sont autorisés par leurs statuts à effectuer. Les seules opérations de réassurance qui ne soient pas en opposition avec la nature d'un syndicat de garantie sont celles qui consistent à garantir le coût de tout ou partie des sinistres afférents aux contrats réassurés moyennant l'abandon de la partie de la cotisation correspondant au risque cédé. Une telle opération implique, d'une part, le maintien de l'obligation solidaire de tous les assurés, d'autre part, une détermination précise, tant des risques réassurés que du montant des primes à céder aux réassureurs » (1).

C'est là, en effet, le principe essentiel qu'il ne faut jamais oublier : la réassurance ne doit pas être un moyen direct ou indirect, apparent ou dissimulé, de se soustraire à la solidarité. Les syndicats de garantie ne sont que trop enclins, ainsi que nous le montrerons, à chercher dans ce procédé un moyen

(1) 7^e rapport au Président de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898, p. 31.

de tourner les prohibitions de la loi, pour que l'administration ne tienne strictement la main à l'exacte application des textes.

Aussi ne saurions-nous adhérer à la doctrine de la Cour d'appel de Paris qui, dans un arrêt important du 24 juillet 1912, a déclaré qu'un adhérent pouvait n'être pas tenu des rappels de cotisations, parce que son obligation avait été contractée sous l'empire d'une erreur qui la rendait nulle, lorsqu'il avait adhéré à un syndicat de garantie qui lui avait promis qu'il ne serait jamais inquiété par des rappels de cotisations, parce que le dit syndicat avait conclu de ce chef avec une autre société un traité tout rappel de cotisations. La Cour oubliait ainsi la prescription formelle, impérative de l'article 9 *in fine* des statuts-types : « le syndicat peut..... se décharger de tout ou partie de ses risques par voie de réassurance, *tout en restant soumis à la responsabilité solidaire* ».

CHAPITRE III

DE LA CONSTITUTION ET DU FONCTIONNEMENT DES SYNDICATS DE GARANTIE.

Pour examiner dans leurs détails la constitution et le fonctionnement des syndicats de garantie, nous nous préoccupons d'abord des conditions de fond et de forme de leur constitution, et notamment de la publicité ; nous verrons ensuite leur fonctionnement, puis leur organisation financière ; en quatrième lieu, nous étudierons le régime de contrôle et de surveillance auquel ils sont assujettis de la part de l'Etat ; nous nous préoccupons enfin de leur dissolution et de leur liquidation.

SECTION PREMIÈRE.

Constitution des syndicats de garantie. — Publicité.

Pour pouvoir se constituer, les syndicats doivent remplir certaines conditions de fond et de forme.

Ils doivent comprendre tout d'abord un certain nombre d'adhérents, nombre fixé aujourd'hui par la

loi du 12 avril 1906, article 6, qui a facilité la constitution des syndicats dans le but de les *démocratiser*. Tandis, en effet, que les syndicats ne pouvaient autrefois se constituer qu'autant qu'ils comprenaient au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins 300 ouvriers, aujourd'hui il faut, ou bien ce nombre d'adhérents et d'ouvriers, ou, et c'est en cela que réside la réforme de la loi du 12 avril 1906, 2.000 ouvriers assurés et 300 chefs d'entreprise adhérents, dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers : leur constitution est donc très favorisée.

Les patrons doivent appartenir aux catégories d'exploitations visées dans les statuts ; ils doivent également se trouver dans la région indiquée par les statuts. Le vœu de la loi est, en effet, que le syndicat de garantie ait, autant que possible, un caractère à la fois professionnel et territorial ; toutefois cette exigence n'a rien d'absolu et on conçoit très bien un syndicat comprenant des chefs d'entreprise de toutes sortes ou encore un syndicat rayonnant sur toute la France (1).

Les statuts peuvent être rédigés par acte sous seing privé ou par acte authentique ; dans le silence des textes, c'est cette solution qui s'impose. Bien mieux, il nous semble qu'ils peuvent être rédigés sur papier

(1) Article 6 des statuts-types.

libre, puisque, aux termes de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, « *tous les actes faits* ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement ».

Une fois ces conditions réunies, les statuts-types (art. 7) veulent, à l'exemple de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868, qu'une assemblée générale constitutive soit réunie. Elle est convoquée à la diligence des fondateurs. Elle doit être composée (art. 8 des statuts-types) de la moitié au moins des adhérents représentant le quart des salaires assurés ou du quart des adhérents représentant la moitié de ces salaires. Elle doit vérifier d'abord la réalisation de la condition relative au nombre réglementaire d'adhérents. Elle nomme ensuite, pour la première année, les membres du conseil d'administration, ainsi que les commissaires. Quand les uns et les autres ont accepté leur mission et que l'assemblée a constaté leur acceptation, la société se trouve valablement constituée.

Si l'assemblée constitutive ne réunissait pas les conditions de *quorum* que nous venons d'indiquer, elle ne pourrait prendre qu'une délibération provisoire ; dans ce cas une nouvelle assemblée générale serait convoquée à quinze jours au moins d'intervalle. Quoique le texte ne dise rien, il nous paraît

évident qu'elle statuerait valablement alors, quel que soit son *quorum*.

A partir de ce moment, le syndicat se trouvera donc, avons-nous dit, valablement constitué. Toutefois, il ne pourra pas encore fonctionner régulièrement, car il n'a pas reçu l'approbation administrative. Sa constitution, quoique définitive, est cependant subordonnée encore à l'approbation des statuts par le Ministère du Travail.

Une fois ces conditions réunies, le décret du 28 février 1889-27 décembre 1906 veut, en effet, que le syndicat demande son approbation au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (art. 21). Les statuts doivent être soumis à l'autorité compétente, dit ce texte, « avant toute opération ». Le syndicat peut donc bien réunir des adhésions, puisqu'il doit justifier précisément d'un certain nombre d'adhésions, mais il ne peut faire *aucune opération* avant son approbation, c'est-à-dire qu'il ne peut encaisser aucune prime ni régler aucun sinistre. Toutefois, après sa constitution définitive, le syndicat pourra percevoir ses primes à partir du jour de l'adhésion, comme payer les sinistres pendant sa période de formation : les adhésions doivent, en effet, être considérées comme souscrites sous la condition *suspensive* de l'approbation ; celle-ci donnée, la condition rétroagit.

Cette solution nous paraît s'imposer en présence

des termes on ne peut plus formels de l'article 23 : « Avant toute opération ». Cela paraît bien indiquer qu'il s'agit là d'une approbation *préalable*, indispensable pour donner vie au syndicat. On a soutenu cependant (1) qu'il n'y avait là qu'une condition *résolutoire* et qu'au surplus l'intérêt des adhérents exigeait que le syndicat fonctionnât le plus tôt possible sans être astreint à attendre pendant plusieurs mois une autorisation administrative.

Cette opinion est insoutenable en présence du texte si formel de l'article 23 ; l'intérêt bien entendu des adhérents est, non pas que le syndicat fonctionne immédiatement avant une approbation qui pourra lui être refusée et mettra ainsi les adhérents dans un grave embarras, mais bien qu'ils attendent cette approbation qui est la constatation officielle de la régularité de l'organisme auquel ils se sont adressés. Au surplus, avant la loi du 17 mars 1905 qui, en ce qui concerne les sociétés d'assurances sur la vie, a substitué le régime de l'enregistrement à celui de l'autorisation, la jurisprudence décidait qu'une société d'assurances sur la vie qui n'a pas obtenu l'autorisation gouvernementale n'a pas d'existence légale à l'égard des tiers et ne peut être représentée en justice par son directeur (2).

(1) Hamon, *Le risque commercial et le nouveau mode de garantie des accidents du travail*.

(2) Cass. 21 juillet 1854, Sirey, 1854.1.489 ; Metz, 10 août 1858, *Journal du Palais*, 1858, 1079.

Nous avons déjà indiqué que l'approbation pouvait aujourd'hui, depuis le régime de 1906, être donnée soit par décret, soit par arrêté ; par décret, si le syndicat a voulu avoir des statuts spéciaux ; par arrêté, s'il a adopté les statuts-types. Cette approbation est donnée après que le ministre a pris l'avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail institué par l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. Si l'approbation sollicitée par le syndicat de garantie était refusée, celui-ci aurait le droit de se pourvoir pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat.

A la différence des sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, qui sont tenues de verser un cautionnement, dont le montant est déterminé par l'arrêté ministériel du 29 mars 1899 complété par celui du 5 mai 1899, et qui est affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités des victimes d'accidents du travail, conformément à l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, le syndicat de garantie ne verse aucun cautionnement : c'est, avec la solidarité, le caractère essentiel du syndicat. La loi a pensé précisément que la solidarité constituait une garantie suffisante qui pouvait dispenser le syndicat de tout cautionnement.

Publicité. — Aux termes de l'article 26 du décret du 28 février 1899-27 décembre 1906, le décret ou l'arrêté portant approbation des statuts est publié

au *Journal Officiel*, au *Bulletin des Lois* et dans un journal du département du siège du syndicat. Il est enregistré, avec les statuts, aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix du même siège. C'est là la publicité requise par la loi.

Quant aux modifications qui pourraient être apportées ultérieurement, au cours du fonctionnement du syndicat, la publicité en est organisée par la disposition finale de l'article 24 des statuts-types, d'une manière analogue à celle des mutuelles : en cas de modifications des statuts ou du règlement intérieur, tout adhérent reçoit le texte des dites modifications avec quittance de la plus prochaine prime.

Le syndicat ainsi constitué peut maintenant fonctionner.

SECTION II.

Fonctionnement des syndicats de garantie.

Les différents organes que l'on rencontre dans un syndicat de garantie sont les mêmes que ceux que l'on trouve dans toutes les sociétés en général : le directeur, le conseil d'administration, les commissaires et les assemblées générale.

Le Directeur. — Aux termes de l'article 12 des statuts-types, le conseil d'administration nomme, parmi ses membres ou en dehors d'eux, un directeur qui dirige, sous son autorité, les opérations du

syndicat. Ce directeur est le mandataire du conseil d'administration et il convient de lui appliquer les principes généraux dégagés par la doctrine et la jurisprudence à l'égard des directeurs de sociétés en général, en ce qui concerne leurs pouvoirs et leur mode de révocation ; nous n'insisterons pas sur ce point. Au surplus, le règlement intérieur du syndicat précise en général les pouvoirs du directeur.

Il convient de retenir la formule de l'article 12 des statuts ; ce texte ne parle que d'un directeur qui dirige, *sous l'autorité du conseil d'administration*. On ne trouve pas, d'autre part, dans les statuts-types, d'article analogue à l'article 31 du décret du 22 janvier 1868 qui prévoit le cas dans lequel les statuts de la société ou son assemblée générale auraient décidé qu'une somme fixe ou proportionnelle serait attribuée par traité à forfait à la direction. La rédaction de l'article 12 des statuts d'une part, et leur silence d'autre part sur la gestion à forfait, nous paraissent impliquer l'impossibilité pour un syndicat de garantie de se faire gérer à forfait par un entrepreneur ou une entreprise de gestion (1). Si, en fait, le directeur, spontanément ou avec la complicité du conseil d'administration, agissait pratiquement comme un entrepreneur de gestion, il nous semble que le syn-

(1) Sur les entreprises de gestion, voir l'article de MM. Henri Midy et P. Sumien, dans les *Annales de droit commercial* de 1905.

dicat violerait ses statuts et que de ce chef l'administration devrait lui retirer l'approbation qu'elle lui a donnée. Il y aurait lieu aussi de se demander si ce fait ne ferait pas perdre au syndicat son caractère de société civile pour lui faire prendre celui de société commerciale, ce qui pourrait, suivant les cas, l'exposer à des poursuites pénales, soit pour infraction à la loi du 24 juillet 1867, soit pour escroquerie.

Le Conseil d'administration. — Le syndicat est administré par un conseil d'administration. Les statuts-types disent qu'il doit y avoir au moins six membres et au plus neuf. Ils sont élus par l'assemblée générale et choisis parmi les adhérents (1). Ils sont nommés pour une durée qui ne peut être supérieure à six ans (2). Les premiers administrateurs sont désignés par l'assemblée générale constitutive. Ils sont rééligibles. Le conseil se renouvelle par tiers.

Si dans l'intervalle de deux assemblées générales ordinaires le conseil d'administration, par suite de démissions, décès ou autres causes, se trouve réduit à moins de six membres, il lui appartient dans ce cas de désigner provisoirement de nouveaux membres dont il fera ratifier le choix à la plus prochaine assemblée générale. C'est la pratique qui existe dans les sociétés en général et rien ne nous paraît s'opposer à ce qu'elle subsiste.

(1) Art. 11 des statuts-types.

(2) Art. 7 des statuts-types.

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres, un président, un ou plusieurs vice-présidents et un ou plusieurs secrétaires dont les fonctions durent un an. Ils sont rééligibles.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois. La présence de la majorité des membres est nécessaire pour la validité des délibérations. Celles-ci sont prises à la majorité absolue des voix des membres du conseil. Le vote par procuration est interdit.

Il est dressé un procès-verbal de chaque séance du conseil d'administration, lequel est signé du président et du secrétaire.

Les Commissaires. — L'assemblée constitutive désigne, on l'a vu, les commissaires pour la première année (1) ; ensuite ceux-ci sont désignés annuellement par l'assemblée générale ordinaire qui peut en nommer un ou plusieurs. Ils sont choisis parmi les adhérents mais ne peuvent pas faire partie du conseil d'administration (2).

Leur mission, analogue à celle du conseil de surveillance ou des commissaires-censeurs dans les sociétés commerciales, consiste à faire un rapport à chaque assemblée générale annuelle sur la situation du syndicat, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

(1) Art. 7 des statuts-types.

(2) Art. 16 des statuts-types.

Ce rapport doit mentionner les résultats du dernier exercice, ainsi que la situation de chacun des exercices antérieurs non définitivement réglés.

La délibération de l'assemblée contenant approbation du bilan et des comptes est nulle, si elle n'a été précédée du rapport des commissaires, qui doit être imprimé et envoyé à tous les adhérents quinze jours avant la réunion.

Les commissaires ont droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt du syndicat, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations du syndicat. Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

Les Assemblées générales. — Dans les syndicats de garantie, comme dans toutes les sociétés, il convient de distinguer trois sortes d'assemblées générales : constitutive, ordinaire et extraordinaire. Toutes sont soumises d'ailleurs à des règles communes qu'il importe d'indiquer avant de voir les dispositions spéciales à chacune d'elles.

En principe, chaque membre pouvant faire partie de l'assemblée générale peut s'y rendre en personne ou s'y faire représenter par un adhérent faisant lui-même partie de l'assemblée et porteur d'un pouvoir régulier sur papier libre. Nul adhérent ne peut réunir plus de trois voix pour l'assemblée générale constitutive, ni plus de dix voix pour les autres assemblées, tant pour lui-même que comme mandataire.

Tout adhérent porteur de pouvoirs doit les déposer au siège social et les y faire enregistrer cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, faute de quoi ces pouvoirs sont nuls et sans effet (1).

Dans toutes les assemblées générales, il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des membres présents.

Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée et déposée au siège social, doit être communiquée à tout adhérent (2).

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à son défaut par un vice-président. Elle a pour secrétaire un secrétaire du conseil. L'assemblée désigne deux assesseurs pour compléter le bureau (3).

Dans les quinze jours qui précèdent la réunion de l'assemblée générale, dit l'article 21 des statuts-types, tout adhérent peut prendre ou faire prendre par un fondé de pouvoirs, au siège social, communication ou copie de l'inventaire et de la liste des membres composant l'assemblée générale.

Il nous paraît certain, en présence de ce texte, que l'adhérent au syndicat peut obtenir communication de la liste des adhérents au siège social, que cette communication comporte pour lui le droit de pren-

(1) Art. 14 des statuts-types.

(2) Art. 15 des statuts-types.

(3) Art. 16 des statuts-types.

dre copie de la pièce et que le refus du syndicat peut entraîner contre celui-ci une condamnation à des dommages-intérêts. C'est ce qu'a jugé le tribunal civil de la Seine dans un jugement du 17 mai 1909 (*Gazette des Tribunaux*, 27 septembre 1909). Mais nous ne saurions nous décider par les motifs de ce jugement. Après avoir établi que les syndicats de garantie sont régis par les règles générales du contrat de société, il dit : « Attendu que ces règles, en ce qui touche l'objet du présent litige, se trouvent dans l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 ; que si ce texte ne confère nommément à tout actionnaire ou adhérent que le droit de prendre communication de la liste des actionnaires et adhérents, par opposition à celui de se faire délivrer copie du bilan, il refuse si peu à l'actionnaire ou à l'adhérent de prendre lui-même ou de faire prendre la copie de cette liste que les directeurs et administrateurs ne sont pas tenus de lui délivrer, droit en dehors duquel la communication serait, d'ailleurs, illusoire, que le Parlement a été saisi, au cours de ces dernières années, d'une proposition de loi tendant, entre autres buts, à retirer le droit de prendre copie aux actionnaires et adhérents et que cette proposition n'a point abouti ».

Ce motif nous paraît d'autant plus critiquable que le jugement oubliait que le syndicat de garantie n'est point une société commerciale et que, dès lors, il peut paraître inexact de dire que l'article 35 de la loi du

24 juillet 1867, loi spéciale aux sociétés *commerciales*, constitue « une règle générale du contrat de société ». C'est par une autre idée, à notre sens, que doit être justifié le droit de communication et de copie qu'il faut reconnaître à tout adhérent. Les adhérents étant tenus solidairement, chacun d'eux, lorsqu'il a payé plus que sa part, peut avoir un recours à exercer contre ses adhérents solidaires, soit qu'il agisse en vertu de la subrogation légale, soit qu'il agisse au moyen de l'action de mandat ou de gestion d'affaires ; pour exercer utilement ce recours, il est de toute nécessité qu'il connaisse ses codébiteurs. Lui refuser le droit de prendre communication et copie de la liste des adhérents serait le mettre dans l'impossibilité d'exercer son recours, alors que précisément la solidarité est le principe essentiel du syndicat de garantie. C'est dans cette notion, et non ailleurs, que doit être cherchée la justification du droit de l'adhérent.

Toutefois, l'adhérent ne serait pas fondé à demander la communication des documents en vertu desquels l'assemblée générale a voté des suppléments de cotisations (1).

Quant aux différentes assemblées, elles se distinguent entre elles tant par leur but que par certaines conditions spéciales, notamment quant au *quorum*.

L'assemblée constitutive est celle qui, après avoir

(1) Trib. civ. Angoulême, 28 novembre 1910.

vérifié la régularité de la constitution du syndicat, nomme les premiers administrateurs et commissaires et constate leur acceptation. Elle présente ce caractère particulier qu'elle doit être composée de la moitié au moins des adhérents représentant le quart des salaires assurés, ou du quart des adhérents représentant la moitié de ces salaires. Si elle ne réunit pas ce *quorum*, elle ne peut prendre qu'une décision provisoire ; dans ce cas, une nouvelle assemblée générale est convoquée à quinze jours au moins d'intervalle (1). Quoique le texte ne le dise pas, il nous paraît certain que cette seconde assemblée pourra délibérer valablement, quel que soit son *quorum*. En outre, ainsi que nous venons de le voir, nul adhérent ne peut avoir plus de trois voix à cette assemblée, tant pour lui-même que comme intermédiaire.

L'*assemblée générale ordinaire* est celle qui se réunit annuellement pour approuver les comptes qui lui sont présentés conformément aux articles 19, 29 et 30 des statuts-types, et pour renommer le conseil d'administration et les commissaires.

Elle se compose de l'universalité des adhérents dont la solidarité n'a pas pris fin par la liquidation définitive des périodes pendant lesquelles leurs contrats ont eu cours (2).

(1) Art. 8 des statuts-types.

(2) Art. 13 des statuts-types.

Il suit de là que font partie de l'assemblée générale ordinaire, aux termes de l'article 13 des statuts-types ;
1° tous les adhérents dont les contrats sont en cours ;
2° ceux dont les contrats ont pris fin, lorsqu'il s'est écoulé moins de trois ans depuis l'allocation des rentes ou des indemnités temporaires comprises dans le dernier exercice dont ils étaient membres. Si ce délai de trois ans s'écoule sans revision, la solidarité prendra fin et les anciens adhérents ne devront plus faire partie de l'assemblée générale à compter de l'expiration dudit délai ; mais, si au contraire, pendant ce délai de trois ans, une action en revision vient augmenter les charges d'un exercice, la solidarité des adhérents ne prendra fin que par le paiement des indemnités temporaires et par le versement à la Caisse des Retraites des capitaux constitutifs des rentes ; les anciens adhérents devront donc être admis à l'assemblée ordinaire jusqu'à ce que ces opérations aient été effectuées (1).

Cette assemblée générale unique, comprenant ainsi l'universalité des adhérents dont la solidarité n'a pas pris fin, délibère valablement chaque année sur les comptes de tous les exercices non encore définitivement liquidés ; par suite, un adhérent est mal fondé à soutenir que les comptes de chaque exercice devraient être annuellement approuvés par une assem-

(1) Pelloux, *Syndicats de garantie*, n° 70.

blée spéciale composée des seuls adhérents ayant appartenu à l'exercice dont s'agit (1).

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si elle réunit le quart au moins des membres ayant le droit d'y assister; si elle ne réunit pas ce nombre, une nouvelle assemblée est convoquée à huit jours au moins d'intervalle et elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans chaque assemblée générale, il ne peut être valablement délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

L'ordre du jour ne peut contenir que les propositions émanant du conseil d'administration et celles qui lui auront été communiquées vingt jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale avec la signature d'un dixième des adhérents au moins ou de cent adhérents, si le dixième est supérieur à cent (2).

Les *assemblées générales extraordinaires* sont celles qui ont à délibérer sur des modifications aux statuts ou sur des propositions de continuation du syndicat au-delà du terme fixé pour sa durée ou de dissolution avant ce terme; elles ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles réunissent les conditions visées à l'article 8

(1) Trib. civ. Lyon, 11 novembre 1911, confirmé par C. Lyon, 23 octobre 1912.

(2) Art. 17 des statuts-types.

précité pour l'assemblée générale constitutive. Toutefois, en cas de dissolution anticipée, si les deux convocations, prévues à l'article 8, n'ont pas donné de résultats, une troisième convocation sera faite, à quinze jours d'intervalle, et la délibération prise sera valable, quel que soit le nombre des adhérents présents (1).

SECTION III.

Organisation financière des syndicats de garantie.

L'organisation et le fonctionnement financiers d'un syndicat de garantie sont aussi simples que possible. Le syndicat perçoit de ses adhérents des cotisations dont le montant est déterminé chaque année par le conseil d'administration. Avec ces fonds, il paie les indemnités et rentes mises à la charge de ses adhérents, soit directement s'il s'agit d'indemnités journalières, de frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, soit par le versement des capitaux constitutifs des rentes à la Caisse nationale des Retraites.

Chaque exercice financier est autonome : c'est le principe de l'annualité et de l'autonomie de l'exercice, emprunté à la législation des sociétés d'assurances mutuelles. Mais ici ce principe doit se combiner avec un autre : celui de solidarité qui pèse sur les

(1) Art. 18 des statuts-types.

adhérents et qui peut faire qu'un exercice ne sera définitivement liquidé, en ce sens que les adhérents ne pourront plus être inquiétés, qu'un assez long temps après sa clôture à cause d'abord des délais des instances en règlement de rentes engagées, et surtout à cause de la période de revision (art. 19 de la loi du 9 avril 1898). Pendant assez longtemps, nous l'avons déjà vu, l'adhérent peut donc être exposé à des rappels de cotisations. Les statuts-types ont essayé dans une certaine mesure de pallier ce grave inconvénient en obligeant le syndicat à constituer un *fonds de réserve* destiné à parer en tout ou en partie, aux insuffisances éventuelles de ressources de tous les exercices indistinctement.

Comme autre caractéristique du syndicat de garantie, il convient de signaler encore ce fait que le syndicat ne verse pas le cautionnement exigé des autres organismes d'assurances par l'arrêté ministériel du 29 mars 1899. Mais cette faveur a sa rançon : le syndicat ne peut pas gérer directement ses réserves comme peuvent le faire, sous certaines conditions, les autres organismes d'assurances ; il doit obligatoirement les constituer, dans un délai très bref, à la Caisse des Dépôts et Consignations. Tels sont les principes généraux de l'organisation et du fonctionnement financiers des syndicats ; il importe de les examiner avec plus de détails.

Fixation du taux de la cotisation. — La cotisation

de chaque adhérent est fixée ici comme en matière de sociétés d'assurances mutuelles, c'est-à-dire qu'elle est calculée au centime le franc des salaires payés par l'adhérent, d'après un coefficient de risque indiqué sur l'acte d'adhésion. L'assemblée générale peut astreindre en outre les adhérents à un droit d'entrée dont elle fixe la base, le taux et l'affectation (1).

Aussi chaque année le conseil d'administration détermine-t-il la cotisation à payer par cent francs de salaires pour chaque profession. Les cotisations sont établies de manière à pouvoir couvrir, sur ses propres ressources, toutes les charges de l'exercice, y compris la réserve complémentaire prévue à l'article 29 et le fonds de réserve prévu à l'article 32 des statuts-types (2).

Cette disposition s'applique aux cotisations annuelles et non aux rappels de fonds en cas de déficit (3).

D'autre part, les ressources du syndicat étant constituées par les cotisations à la charge de chaque membre, il est naturel de prévoir que les cotisations peuvent, dans une même profession, suivant les circonstances multiples et les différences appréciables qui se produisent, varier dans les limites d'un maximum et d'un minimum, et l'adhérent n'est pas fondé, en critiquant ce procédé, à en tirer une fin de non-

(1) Art. 27 des statuts-types.

(2) Art. 28, § 1^{er} des statuts-types.

(3) Justice de paix d'Ay (Marne), 6 juillet 1909.

recevoir pour se soustraire au paiement des rappels qui lui sont demandés (1).

L'adhérent est d'autant moins fondé à critiquer le taux de la cotisation appliqué à une profession lorsque ce taux, établi par le conseil d'administration, a été approuvé par l'assemblée générale et qu'au surplus l'adhérent a signé son contrat alors que ce taux était en vigueur et l'a ratifié en payant les cotisations. L'existence dans le tarif d'un syndicat de garantie d'un taux de cotisation maximum et d'un taux minimum n'est pas en contradiction avec la règle statutaire d'après laquelle la cotisation est fixée pour chaque profession. La règle essentielle étant la proportionnalité du taux avec la gravité du risque, cette pratique en assure le respect en permettant d'établir dans chaque profession une proportionnalité aussi exacte que possible (2).

En cas d'insuffisance de ressources constatée dès l'établissement du bilan d'un exercice, non encore définitivement liquidé, l'assemblée générale peut décider la perception de cotisations supplémentaires au prorata des cotisations versées dans l'année.

Cette perception devient obligatoire lors de la liquidation définitive de l'exercice, si l'insuffisance des ressources n'est pas, le cas échéant, couverte par le fonds de réserve.

(1) C. Bordeaux, 28 mars 1912 ; C. Rouen, 26 juillet 1913.

(2) Trib. civ. Rouen, 8 juin 1912.

Lorsqu'un exercice laisse un solde bénéficiaire, ce solde est réparti entre les adhérents, au prorata des cotisations, après que le prélèvement nécessaire pour constituer le fonds de réserve a été effectué (1).

Les rappels de cotisations ont fait naître une question assez curieuse entre les courtiers et les syndicats d'assureurs. Voici en quels termes elle s'est posée devant les tribunaux (2). On sait que les courtiers d'assurances touchent une rémunération proportionnée au montant de la prime du contrat qu'ils apportent à la société ou au syndicat ; lorsqu'un syndicat effectue un rappel de cotisations, la rémunération du courtier doit-elle se faire seulement sur le montant des sommes que le syndicat prévoyait avoir à toucher du nouvel adhérent au moment de la conclusion du contrat, ou faut-il au contraire la calculer sur le montant global de la cotisation primitivement payée et du rappel de cotisation ?

Le tribunal civil de la Seine, saisi de la question, a tranché la difficulté en faveur des courtiers, c'est-à-dire en décidant que ceux-ci doivent être rémunérés proportionnellement au montant de la cotisation et du rappel. Son jugement du 12 novembre 1910, fortement motivé, doit être reproduit *in extenso* :

« Le Tribunal ;

(1) Art. 28, §§ 2, 3 et 4 des statuts-types.

(2) V. l'*Argus des Assurances*, n° du 15 février 1914.

« Attendu que Berty, courtier d'assurances, réclame au *Syndicat de Garantie de l'Union des Entrepreneurs et Industriels* un complément de commission à raison d'un rappel de cotisations fait par le Syndicat à ses membres, et demande au Tribunal de prononcer la validité de deux saisies-arrêts qu'il a formées le 18 février 1908, avec l'autorisation du juge, pour sûreté et conservation de sa créance, entre les mains de la Banque de France et de la Société Générale ;

» Attendu que, le 28 octobre 1904, Berty proposait au Syndicat l'adhésion des sieurs Coulanges et Seuton, entrepreneurs, et que le 15 novembre, le Syndicat acceptait cette proposition, lui faisait parvenir les polices pour les faire régulariser ; qu'il n'est point contesté que Berty a touché une commission de 10 % sur les cotisations qui furent versées par Coulanges et Seuton pour les années 1905, 1906 et 1906 ;

» Attendu que le Syndicat a avisé Berty, par lettre du 2 décembre 1907, que le contrat serait résilié à la demande de Coulanges et Seuton, à partir du 31 décembre suivant, en l'invitant d'en prendre note ;

» Attendu que les ressources de l'exercice 1905 ayant été insuffisantes, il a été fait, en 1907, un rappel de cotisations pour cet exercice, et Coulanges et Seuton ayant versé la somme qui leur fut réclamée de ce chef, Berty réclama, le 4 décembre, au Syndi-

cat, sa commission de 10 % sur le montant de la cotisation supplémentaire ;

» Attendu qu'il apparaît des pièces produites, que Dugué, alors liquidateur du *Syndicat de Garantie*, aurait tout d'abord consenti à régler Berty de la façon suivante : 50 % le 19 décembre, 25 % en avril ou mai 1908, à l'issue de l'assemblée générale ; 25 % lors de la liquidation définitive, et cela, parce que Coulange et Seuton n'avaient payé leur rappel que sous réserves ;

» Attendu, toutefois, que, le 6 février, Berty, non réglé, faisait sommation au liquidateur Dugué de faire connaître ses intentions ; que Dugué déclara ne pouvoir présentement répondre à l'interpellation ;

» Attendu que Berty assigna alors le Syndicat et se fit autoriser à former des saisies-arrêts jusqu'à concurrence de la somme à laquelle la créance fut évaluée provisoirement, soit 2.200 francs, qui furent consignés aux mains de Mignon, avoué, conformément à une ordonnance de référé du 20 février ;

» Attendu que le droit pour le courtier de toucher la commission sur le montant des cotisations supplémentaires, lui est contesté par le *Syndicat de Garantie* ; qu'il objecte que lorsque le courtier Berty a apporté l'affaire ou a discuté avec lui le taux de sa rémunération, qu'on lui a alloué 10 % du montant des sommes que le Syndicat prévoyait alors avoir à toucher du nouveau sociétaire, sans se préoccuper de

l'hypothèse d'un rappel de cotisations ; que, d'après le Syndicat, cette rémunération était un forfait ;

» Attendu que cette objection n'est pas fondée ; qu'en effet, la commission due au courtier n'est autre chose que la rémunération du service rendu ; que, sans doute, on peut concevoir que cette rémunération puisse être évaluée à une somme fixe, déterminée une fois pour toutes ; que, dans ce cas, il y aurait bien un forfait ; mais que, dans le cas actuel, les choses ne se sont pas passées de la sorte, la rémunération ayant été fixée d'un commun accord à un tant pour cent des sommes qu'encaisserait le Syndicat ; que cela est si vrai que Berty a touché, à titre de commission, 10 % sur chacun des versements opérés par Coulanges et Seuton, et non pas une somme fixe ; qu'il a même été sujet à une ristourne en octobre 1905 ; qu'ainsi, il a touché, en avril 1905, une somme de 230 fr. 90, représentant 10 % du montant des cotisations échues en janvier et février ; qu'il a touché, en juin 1905, une somme de 289 fr. 55, représentant 10 % du montant des cotisations échues en mars et en avril ; et ainsi de suite pendant tout le cours de l'année 1905 ; que c'est donc seulement au fur et à mesure de l'encaissement des cotisations que la commission due à Berty lui a été payée ;

» Attendu qu'il est d'ailleurs impossible de contester au rappel des cotisations dont Coulanges et Seuton ont été l'objet, le caractère d'une véritable

cotisation ; que si les prévisions du Syndicat avaient été plus exactes, il n'y aurait point eu lieu à rappel, et qu'alors Berty aurait eu droit, sans contestation possible, à la commission prévue sur la somme encaissée ; qu'il importe peu, dès lors, que les cotisations afférentes à un exercice soient payées au cours de cet exercice ou qu'elles soient payées en deux fois, partie au cours de l'exercice même et partie ultérieurement, sous forme de rappel ;

» Attendu que le Syndicat soutient encore que reconnaître au courtier le droit de toucher un tant pour cent sur le montant des rappels de cotisations reviendrait à lui reconnaître le droit de toucher ce qu'on appelle, en termes d'assurances, une commission différée, laquelle, d'après les usages, ne serait jamais due qu'au cas où le courtier a entre les mains un bon de commission lui reconnaissant ce droit ;

» Attendu qu'il arrive que, tout en allouant au courtier, à titre de commission, la prime de la première ou même des deux premières années, on ne lui verse pas immédiatement le tout, parce qu'il peut se faire que la police ne suive pas son cours normal et qu'on lui remette alors un bon qui lui permettra de toucher, le cas échéant, le reste de la commission dont le paiement est alors différé, mais dont le quantum est d'ores et déjà fixé ;

» Attendu que l'assimilation proposée n'est pas

exacte, puisque, dans l'espèce actuelle, il était matériellement impossible de savoir à l'origine quel pouvait être le quantum de la cotisation supplémentaire, ni même s'il y aurait lieu à un rappel de cotisations ;

» Attendu, enfin, que le Syndicat ne nie pas qu'il a reconnu à ses agents le droit de toucher une commission sur les rappels de cotisations, mais qu'il fait observer qu'il existe entre un agent d'assurances et un courtier cette différence essentielle que l'agent gère le risque et s'occupe notamment de l'encaissement des cotisations supplémentaires, tandis que le rôle du courtier cesse dès qu'il a apporté le risque ;

» Attendu que cette différence n'empêche pas toutefois que la rémunération du courtier Berty, débattue librement entre les parties, comportait un tant pour cent du montant des cotisations encaissées ; que rien n'établît qu'il lui a été alloué le même pourcentage qu'aux agents, et qu'en tous cas, la rémunération étant fixée à un tant pour cent des cotisations, il a droit à cette rémunération sur la totalité de ces cotisations, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle elles sont encaissées par le Syndicat ;

» Attendu que le principe de la créance de Berty étant reconnu, il y a lieu de valider les saisies-arrêts qu'il a d'ailleurs régulièrement pratiquées ;

» Par ces motifs :

» Condamne Graux, ès qualité de liquidateur du

Syndicat de Garantie de l'Union Parisienne des Entrepreneurs et Industriels, à payer à Berty la commission à lui due pour les causes sus-énoncées, à raison de 10 % sur un rappel de cotisations de 1905 payé par les sieurs Coulange et Seuton dans le courant de l'année 1907 ; déclare bonnes et valables les saisies-arrêts pratiquées le 18 février 1908, entre les mains de la Banque de France et de la Société Générale ; ordonne, en conséquence, que toutes les sommes dont les tiers saisis se reconnaîtront ou seront jugés débiteurs, seront par eux versées entre les mains de Berty, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance en principal, intérêts et frais ; condamne Graux ès qualité aux dépens, en ce compris les frais de l'ordonnance de référé du 20 février 1908 et les frais et honoraires du séquestre nommé par ladite ordonnance. »

Placement des fonds. -- Le syndicat s'interdit toute spéculation. Les fonds ne peuvent être employés qu'au fonctionnement normal du syndicat pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898.

Les placements correspondant aux provisions à effectuer en vertu des §§ 2 et 3 de l'article 29 ci-dessus sont effectués dans les mêmes conditions que les placements analogues des sociétés d'assurances.

Les autres placements sont déterminés par l'assemblée générale (1).

(1) Art. 31 des statuts-types.

Fonds de réserve. — Il est constitué un fonds de réserve au moyen :

1° D'un prélèvement dont le *quantum* est fixé par l'assemblée générale sur les excédents bénéficiaires après liquidation définitive des exercices ;

2° D'un prélèvement de..... % sur le montant des cotisations.

Le fonds de réserve fait l'objet d'un compte spécial ; il est destiné à parer, en tout ou partie, aux insuffisances éventuelles de ressources de tous les exercices, indistinctement. Toutefois, les sommes provenant du fonds de réserve ne peuvent être affectées à un même exercice que jusqu'à concurrence de moitié, au maximum.

Lorsque le fonds de réserve atteint la somme de..., l'assemblée générale peut, sur la proposition du conseil d'administration, décider que les prélèvements seront soit totalement, soit partiellement suspendus, soit partiellement suspendus.

Le fonds de réserve est la propriété du syndicat. Aucun adhérent ou ancien adhérent n'en peut réclamer une part quelconque.

En cas de dissolution du syndicat, l'emploi à faire du fonds de réserve est déterminé dans les conditions prévues à l'article 33 des statuts-types (1).

Règlement des sinistres. — Les opérations du syn-

(1) Art. 32 des statuts-types.

dicat sont réglées annuellement dans les conditions ci-après :

1° Les capitaux constitutifs des rentes attribuées au cours d'un exercice sont versés à la Caisse nationale des retraites, au plus tard dans le mois qui suit l'approbation des comptes de cet exercice par l'assemblée générale ;

2° Pour toutes celles de ces rentes qui n'ont pas été constituées au cours de l'exercice, le bilan doit faire apparaître une somme égale à la valeur, au 31 décembre, des capitaux constitutifs à verser à la Caisse nationale des retraites, évaluée d'après les tarifs établis par la Caisse nationale des retraites.

En outre, pour les rentes dues à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente, il est établi, jusqu'à l'expiration du délai légal de revision, une réserve complémentaire, calculée conformément au barème adopté pour les sociétés d'assurances contre les accidents du travail ;

3° En ce qui concerne les accidents dont les conséquences sont encore inconnues ou qui n'ont pas encore pu donner lieu à attribution de rente, il doit être réservé au passif du bilan de l'exercice dans lequel ils sont survenus une provision suffisante pour y faire face ;

4° Un exercice n'est définitivement réglé qu'après la constitution à la Caisse nationale des retraites de toutes les rentes dues à la suite des accidents surve-

nus au cours dudit exercice et de l'acquittement de toutes les autres charges correspondantes (1).

Autonomie financière de chaque exercice. — Aux termes de l'article 9, paragraphe 2 des statuts-types, « les adhésions sont souscrites, soit pour la durée du syndicat, soit pour des périodes successives de années, ou pour la partie restant à courir de ces périodes. Toutefois, dans le cas où l'adhérent cesse son industrie, il peut résilier son adhésion pour l'avenir ». Ce texte laisse au syndicat la faculté de déterminer lui-même la durée de ces périodes et exclut par cela même l'application en cette matière de l'article 25 du décret du 22 janvier 1868.

Par conséquent, lorsque l'adhésion à un syndicat a été donnée pour la période en cours, plus une seconde période de cinq années, c'est en vain que l'adhérent se prétendrait en droit de dénoncer son contrat pour l'expiration de la cinquième année, en se fondant sur l'article 25 du décret du 22 janvier 1868 qui autorise les sociétaires des sociétés d'assurances mutuelles, nonobstant toutes dispositions statutaires, à se retirer tous les cinq ans en prévenant la société six mois d'avance (2).

Mais il faut bien remarquer que ce texte lui-même parle de périodes *successives* de dix années, ce qui

(1) Art. 29 des statuts-types.

(2) Trib. com. Seine, 19 avril 1913, *La Loi*, n° du 31 mai 1913.

implique que tous les ans l'exercice financier se renouvelle avec une complète indépendance et une entière autonomie, sous la réserve très importante des conséquences de la solidarité. C'est ce que dit l'article 29 des statuts-types en disposant que « les opérations du syndicat sont réglées *annuellement* », et surtout l'article 30 lorsqu'il dit : « Il ne peut être attribué à chaque exercice que les recettes et les dépenses qui lui son propres, sauf emploi, le cas échéant, du fonds de réserve ».

Enfin le même article dispose dans ses paragraphes 1, 2 et 3 :

« Chaque année, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale l'inventaire du dernier exercice.

» Cet inventaire est accompagné d'un compte de profits et pertes et d'un bilan donnant la situation, d'année en année, de chacun des exercices inventoriés antérieurement et non définitivement liquidés.

» Ces documents doivent être publiés et tenus à la disposition de tout adhérent qui en fait la demande moyennant le payement d'une somme qui ne peut excéder un franc. »

Il résulte de cette obligation de garantie solidaire qui ne peut exister à la charge de l'adhérent qu'à l'égard des opérations concernant la période durant laquelle il était assuré, mais non à l'égard de celles résultant des exercices antérieurs à son adhésion ou postérieures à sa retraite, qu'un bilan et un compte

de profits et pertes doivent être dressés séparément pour chacun des exercices jusqu'à sa complète liquidation. En outre, chaque exercice ne doit supporter que les charges résultant des sinistres qui lui appartiennent, de même qu'il ne peut bénéficier que des ressources y afférentes : on ne doit donc pas mettre au compte d'un exercice des dépenses relatives à un exercice antérieur ; chaque exercice doit supporter sa part des loyers et des frais de contrôle et de surveillance ; des provisions de primes ne peuvent affecter un exercice clos, mais doivent nécessairement être reportées aux exercices suivants ; chaque chapitre des dépenses doit faire l'objet d'un compte distinct par exercice, sans qu'un compte global puisse suffire. Cette spécialisation de chaque exercice se poursuit jusqu'à sa complète liquidation : en conséquence, le solde de ses opérations, au 31 décembre de chaque année, doit être repris, le 1^{er} janvier suivant, par le compte de ce même exercice, sans pouvoir affecter l'un des exercices suivants, tant que cette liquidation n'est pas achevée (1).

Toutefois, le règlement annuel de chaque exercice ne peut être essentiellement que provisoire, car si l'adhérent n'est tenu en principe que des conséquences des sinistres qui ont pu se produire durant l'exercice auquel il appartenait, il reste tenu de toutes ces con-

(1) 7^e rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898, p. 31.

séquences même quand elles se révèlent plusieurs années après la clôture provisoire de l'exercice et tant que celui-ci n'a pas été définitivement apuré dans les formes que détermine en ces termes l'article 22 des statuts-types : « Lorsqu'un exercice est définitivement apuré après expiration des délais de revision, une assemblée générale est immédiatement convoquée pour procéder à la vérification et, s'il y a lieu, à l'approbation des comptes du dit exercice. Elle statue, le cas échéant, sur l'application des dispositions des 3^e et 4^e alinéas de l'article 28 et de l'alinéa 1^o de l'article 32. »

L'exercice n'est définitivement réglé qu'après la constitution à la Caisse nationale des retraites de toutes les rentes dues à la suite des accidents survenus au cours dudit exercice (ce qui n'est définitif qu'autant qu'est expirée la période de revision ou que sont terminés les procès en revision) et l'acquittement de toutes les autres charges correspondantes (1).

Il convient même de remarquer que ce caractère provisoire affecte même les rappels de cotisations.

(1) C'est ce que dit l'article 20 du décret de 1899, dans ses paragraphes 2 et 3 ainsi conçus :

« La solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations, soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

« La liquidation peut être périodique ».

Quand un syndicat a procédé à un rappel, cela n'implique pas la cessation définitive des obligations de l'adhérent qui reste soumis, jusqu'à la liquidation absolue de l'exercice, à de nouveaux rappels.

En effet, il n'est pas possible d'attendre l'apurement définitif d'un exercice pour procéder sur les adhérents liés entre eux solidairement aux rappels de cotisations qui peuvent être nécessaires pour faire face aux charges de cet exercice et les rappels de cotisations ont un caractère nettement provisionnel. Dans un syndicat de garantie, les comptes d'un exercice ne peuvent être arrêtés d'une façon définitive que le jour où il est possible de procéder à la liquidation complète de cet exercice ; jusqu'à ce moment, les dits comptes, de par le fonctionnement du syndicat de garantie et de par le jeu même de la loi du 9 avril 1898, sont essentiellement variables et sujets à fluctuations (1).

L'adhérent d'un syndicat ne peut donc exiger une quittance de rappels de cotisations pour solde en raison du caractère variable et de l'augmentation possible du passif dont il est débiteur solidaire (2).

Tel est le grand principe qui domine tout le fonc-

(1) Trib. civ. Mâcon, 2 mars 1909; just. de paix, Pau, 6 avril 1909; Trib. civ. Seine, 22 juin 1909; just. de paix Marseille, 27 août 1909; Trib. civ. Seine, 20 décembre 1910.

(2) Trib. civ. Verdun, 2 juin 1909.

tionnement financier des syndicats de garantie et nous allons voir les conséquences importantes qui en résultent.

Tout d'abord, il ne saurait être possible pour le syndicat de garantie d'aggraver cette charge, si lourde déjà, par des artifices quelconques de comptabilité qui imposeraient aux adhérents des obligations dont ils ne sont pas tenus. C'est ce que rappelle le septième rapport au Président de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898.

« Une différence capitale distingue des sociétés d'assurances proprement dites, des groupements de mutualité solidaire qui ne sauraient avoir en vue la réalisation d'un bénéfice. Cette différence entraîne une conséquence importante relativement aux opérations auxquelles la fondation des syndicats peut donner lieu, et dans lesquelles ne devrait trouver place aucune spéculation commerciale de la part des fondateurs ou administrateurs. Il ne saurait donc exister à la charge d'un syndicat de garantie d'autres frais de premier établissement que ceux qui auront été approuvés spécialement par l'assemblée générale appelée à en fixer le mode d'amortissement. En particulier, les dépenses antérieures à sa constitution n'intéressant pas directement les adhérents, ne peuvent être mises à sa charge. Par suite, on conçoit difficilement une créance des fondateurs sur le syndicat pour avances faites par eux ou pour tout autre motif,

ni la charge, pour le syndicat, des intérêts de ces sommes. Le compte du gérant doit être mis en évidence, de façon à en faire apparaître l'importance, et ne peut être compris sous une rubrique imprécise comme celle de « Créditeurs divers ».

» En second lieu, si toute société doit respecter les prescriptions de la loi ou des statuts qui ont pour objet de garantir la sincérité des comptes et l'honnêteté de la gestion, cette obligation s'impose doublement aux syndicats de garantie. On ne saurait tolérer, par exemple, que le registre sur lequel sont inscrits les pouvoirs des adhérents à se faire représenter aux assemblées générales soit tenu d'une façon incomplète, que le rapport des commissaires des comptes ne soit pas intégralement publié, que ce rapport se borne à apprécier la situation générale du syndicat sans examiner celle de chaque exercice en particulier, que le chiffre des adhérents déclaré à l'assemblée générale ne concorde pas avec celui qui a été déclaré à l'administration, que le compte du dernier exercice soit seul soumis à l'assemblée générale et sous une forme différente de celle du compte rendu publié. D'une façon générale, l'absence d'une comptabilité tenue régulièrement et mise à jour, la divergence entre les écritures et les opérations réelles, l'inscription de comptes tels que ceux de « Débiteurs divers », « Caisse », « Banquiers », ne correspondant pas à des opérations effectives ou ne se retrouvant

pas dans les écritures comptables, ou incomplètement présentées par celles-ci, sont de nature à faire suspecter *a priori* la sincérité des comptes et la bonne gestion des administrateurs. Aussi blâmables sont les procédés qui ont pour effet de jeter l'obscurité sur les comptes et de nuire à la clarté et à la précision que tous les adhérents ont le droit d'exiger : tels sont ceux qui consistent à opérer un rappel de cotisations insuffisant pour couvrir le déficit de l'exercice précédent, laissant croire à une situation plus favorable que celle qui existe en réalité, ou à alimenter la réserve statutaire dans une proportion différente de celle prescrite par les statuts, ou à comprendre dans l'actif, sous la rubrique « Divers », des créances sur d'autres sociétés dont la solvabilité n'est pas notoire, et dont la nature exacte devrait être indiquée, ou à ne pas mettre en évidence au bilan le fonds de réserve, ou à ne pas faire de ce dernier l'objet d'un compte réel et spécial. »

Le huitième rapport ministériel insistait, en termes encore plus pressants, sur la nécessité d'éclairer autant que possible les adhérents sur cette lourde charge, de façon à ce qu'ils en comprennent tout le fardeau : « Le caractère qui distingue essentiellement les syndicats de garantie des sociétés d'assu-

(1) 7^e rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898, p. 30 et suivantes.

rances proprement dites, consistant dans le lien de solidarité qui existe entre tous les adhérents pour l'acquittement des charges sociales, il s'ensuit que l'obligation, de la part de la direction, d'éclairer les associés sur la situation de la société et sur leurs charges éventuelles, s'impose ici d'une façon toute particulière. Les comptes présentés à l'assemblée générale doivent donc être établis avec une clarté irréprochable, en évitant de comprendre sous une rubrique telle que « Crédoiteurs divers » les sommes correspondant à la liquidation de comptes de réassurances. C'est encore l'assemblée générale qui approuve et détermine le montant, la nature et le mode d'amortissement des frais de premier établissement, et toute augmentation de leur montant, la nature et le mode d'amortissement des frais de premier établissement, et toute augmentation de leur montant doit lui être soumise comme les frais originaires. Il en est de même de l'affectation des droits d'entrée au fonds de réserve.

» Le corollaire de la garantie solidaire existant entre les associés d'un syndicat de garantie est la spécialisation rigoureuse des opérations concernant chacun des exercices en cours. En second lieu, chaque les postes doivent comporter l'établissement d'un compte distinct pour chacun des exercices en cours : il ne suffirait pas de décomposer les articles du bilan général en articles parcellaires s'appliquant à cha-

cun des exercices en cours. En second lieu, chaque exercice doit supporter les charges qui lui incombent, notamment la part dans les frais généraux qui correspond aux opérations effectuées ; la répartition de ceux-ci entre les divers exercices doit être, le cas échéant, indiquée clairement dans le compte rendu. Il en est de même des sinistres qui doivent comprendre, pour chaque exercice, non seulement les provisions afférentes à ceux en cours de règlement, mais aussi l'estimation, dans la mesure du possible, de ceux qui pourraient se révéler graves ultérieurement. Par application du même principe, chaque exercice doit se solder sur les ressources qui lui sont propres : une avance de fonds effectuée par l'exercice courant à un exercice antérieur pour lui permettre de couvrir ses charges, est donc une opération anormale qui suppose l'approbation spéciale de l'assemblée des adhérents de l'exercice créiteur. Ces avances doivent aussi être indiquées dans les comptes rendus d'une façon suffisamment claire pour que tous les adhérents puissent en avoir connaissance sans difficulté ; une indication trop vague, telle que « Débiteurs divers », « Créiteurs divers » ou « Compte d'ordre », serait insuffisante. Enfin elles devront être remboursées par l'exercice débiteur, sur ses propres ressources, avant que la liquidation de celui-ci puisse être considéré comme définitive » (1).

(1) 8^e rapport, p. 28.

Il s'en suit enfin que les bilans d'un syndicat de garantie ne peuvent, par la nature même des opérations du syndicat, être dès leur établissement des bilans définitifs et certains ; ils ne peuvent être que provisoires et ne feront apparaître une situation certaine que plusieurs années parfois après le jour où ils ont été dressés (1).

C'est pour cela que les statuts-types exigent, dans l'article 30, que les diverses fluctuations du bilan de chaque année, non définitivement liquidé, soient portées à la connaissance des adhérents, afin que ceux-ci puissent se rendre compte, à l'assemblée générale ordinaire, des modifications survenues dans les comptes des exercices antérieurs, notamment du chef des sinistres devenus graves.

SECTION IV

Contrôle et surveillance de l'Etat.

Les syndicats de garantie, comme les autres organismes d'assurances contre les accidents du travail, sont soumis au contrôle et à la surveillance organisée par le chapitre II du décret du 28 février 1889 (art. 10 et suivants) et confiés au Service du Contrôle des Assurances privées au Ministère du Travail.

(1) C. Bordeaux, 26 mars 1912, *l'Argus des Assurances*, n° du 16 février 1913.

Nous avons vu déjà que ce contrôle se manifestait tout d'abord par l'approbation donnée par l'Etat aux statuts des syndicats, approbation indispensable pour que ceux-ci puissent commencer à fonctionner : cette approbation est donnée par décret ou par arrêté, suivant que le syndicat a des statuts particuliers ou a adopté les statuts-types (1).

Antérieurement à son approbation, le syndicat n'a pas à déposer le cautionnement exigé des autres organismes d'assurances, à raison précisément de la solidarité qui pèse sur tous ses membres. Une fois approuvé, il est soumis à la surveillance permanente des commissaires-contrôleurs des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, ainsi qu'à celle du service central du Contrôle.

Aux termes de l'article 22 du décret du 28 février 1899-27 décembre 1906, les syndicats de garantie sont tenus de communiquer immédiatement au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, dix exemplaires de leur règlement intérieur ou de ses modifications successives, de tous tarifs, tableaux de risques, actes d'adhésion, convocations, ordres du jour d'assemblées générales et généralement tous imprimés ou documents quelconques mis à la disposition des adhérents ou du public.

(1) Art. 21 du décret du 28 février 1899-27 décembre 1906.

Ils doivent produire au Ministre aux dates qu'il fixe :

1° Le compte rendu annuel des opérations ;

2° L'état des adhérents et des salaires assurés, l'état des paiements faits ou à faire en exécution de la loi et tous autres états et documents que le ministre juge utiles à l'exercice du contrôle.

Les contributions pour frais de surveillance sont fixées d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurances pour le même chiffre de salaires assurés (1).

Un arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1913 (2) a étendu aux syndicats de garantie contre les accidents du travail le régime des consignations administratives imposées aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail par l'arrêté du 18 décembre 1902.

Lorsqu'un syndicat ne fonctionne pas en conformité des dispositions de la loi, des décrets ou arrêtés ou de ses statuts, l'approbation qui lui a été donnée peut lui être retirée par décret rendu en Conseil d'Etat. Il y a là, il convient de le remarquer, une double dérogation aux règles générales du retrait d'approbation pour les organismes d'assurances contre les accidents du travail. En effet, d'une part, l'approbation ne peut être retirée que par *décret*, même en

(1) Art. 25, *ibid.*

(2) *Journal Officiel* du 6 juillet 1913.

ce qui concerne les syndicats ayant adopté les statuts-types, qui ont été approuvés par arrêté (1), tandis que pour les autres sociétés d'assurances, à primes fixes ou mutuelles, il suffit d'un simple arrêté ministériel (art. 27 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905) ; d'autre part, ce décret doit être rendu en *Conseil d'Etat*. Mais, par contre, le syndicat de garantie ne bénéficie pas de la procédure organisée par ledit article 27 devant le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail : on a considéré que les syndicats retrouvaient dans l'obligation du décret rendu en Conseil d'Etat, la garantie des autres organismes devant le comité consultatif des accidents du travail.

SECTION V

Dissolution et liquidation du syndicat.

Nous avons à peine besoin de faire remarquer qu'un syndicat ne saurait être déclaré en faillite, puisqu'il constitue une société civile et que tout acte de spéculation lui est interdit. Toutefois, si en fait

(1) L'article 27 du décret parle bien du « décret ou *arrêté* portant révocation », mais c'est évidemment par inadvertance que le mot « arrêté » se trouve dans cet article : la disposition de l'article précédent est tout à fait formelle ; au surplus, c'est bien toujours par décret que toutes les révocations d'approbation ont été prononcées.

un syndicat, sortant de son rôle et de ses attributions, se livrait à des actes de spéculation, à de véritables actes de commerce, le tribunal de commerce pourrait, en constatant qu'il est devenu société commerciale, prononcer sa faillite. Mais c'est là l'hypothèse exceptionnelle et, en fait, nous croyons qu'elle ne s'est pas encore présentée. Normalement, la dissolution d'un syndicat ne peut intervenir que par le vote d'une assemblée générale ou par le retrait de l'approbation administrative : ce pourra être, le plus fréquemment, mais non pas toujours cependant, la constatation de la déconfiture du syndicat.

Théoriquement même, la déconfiture ne devrait pas se concevoir, puisqu'il faudrait, pour qu'elle pût exister, que chacun des adhérents eût été déclaré insolvable ou mis en faillite. Pratiquement, la déconfiture est possible et elle a déjà pu être constatée : ainsi que nous le verrons en effet, le syndicat doit verser ses capitaux à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la constitution des réserves mathématiques afférentes aux rentes qu'il doit servir. Il y parviendra au moyen de ses rappels de cotisations ; mais ceux-ci peuvent devenir insuffisants si, par exemple, et le cas s'est présenté, tous les adhérents refusent systématiquement de payer ; les frais des procès à faire l'emporteraient sur le gain à recouvrer. D'autre part, les ouvriers créanciers d'indemnités ne sauraient attendre et ils s'adressent alors à la Caisse des

Dépôts et Consignations pour être payés par elle, conformément au premier décret du 28 février 1899. La déconfiture sera constatée.

La dissolution peut donc être prononcée soit volontairement par l'assemblée générale du syndicat, soit exister de plein droit à la suite du retrait d'approbation.

Dans le premier cas, l'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs ainsi que la forme et la durée de la liquidation, et délibère, s'il y a lieu, sur la dévolution de l'actif restant disponible, après acquittement de toutes les charges, à une œuvre de prévoyance sociale.

Faute de délibération par l'assemblée, il est statué, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, par un arrêté du Ministre du Travail, qui désigne les liquidateurs amiables chargés, sous son contrôle, de la liquidation des exercices non définitivement liquidés (1).

Dans le second cas, le décret ou l'arrêté portant révocation de l'autorisation détermine le mode de liquidation du syndicat et désigne un ou plusieurs liquidateurs.

En cas de révocation d'autorisation, comme dans le cas de dissolution volontaire, toutes les charges pou-

(1) Art. 33 des statuts-types.

vant incomber au syndicat font immédiatement l'objet d'un inventaire soumis à l'approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui peut prescrire la consignation des valeurs composant l'actif.

La liquidation s'opère par voie de versements en capitaux à la Caisse nationale des retraites. L'état de ces versements est apuré par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sous réserve des droits des tiers (1).

Le décret portant révocation de l'approbation est publié au *Journal Officiel*, au *Bulletin des Lois* et dans un journal du département du siège du syndicat. Il en est fait mention sur les registres des greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix du même siège, en marge du décret ou de l'arrêté d'autorisation (2).

La difficulté la plus grosse qui va se présenter au liquidateur va être le rappel de cotisations ; il est certain que les adhérents feront tous leurs efforts pour y échapper, surtout que ces rappels peuvent monter très haut, être de 200 % par exemple.

Quoi qu'il en soit, le liquidateur ne devra pas employer l'argent ainsi obtenu du syndicat à payer les rentes et les indemnités, au fur et à mesure de leur échéance. L'article 24 du décret du 28 février 1899-

(1) Art. 24 du décret du 28 février 1899.

(2) Art. 26, § 2, *ibid.*

27 décembre 1906 lui fait une obligation impérative d'opérer la liquidation « par voie de versement des capitaux à la Caisse nationale des retraites ».

Le liquidateur d'un syndicat de garantie auquel l'acte de liquidation a conféré « les pouvoirs les plus étendus à cet effet » a le pouvoir de procéder, s'il le juge utile, à tous les rappels de cotisations pouvant lui paraître nécessaires, sans être tenu de prendre sur ce point l'avis de l'assemblée générale des adhérents (1).

Il en est de même lorsque l'assemblée générale a donné au liquidateur le pouvoir de « fixer et de percevoir » les rappels de cotisations, cette formule démontrant que l'assemblée générale a entendu laisser au liquidateur seul, à charge de rendre compte lors de la clôture de ses opérations, le soin de réaliser tous les crédits nécessaires pour éteindre un passif d'ailleurs variable et non consolidé (2).

(1) Trib. civ. Mâcon, 2 mars 1909; just. de paix, Pau, 6 avril 1909; trib. civ. Seine, 22 juin 1909; just. de paix Ay (Marne), 6 juillet 1909; just. de paix Marseille, 27 août 1909; trib. civ. Seine, 20 décembre 1910; trib. civ. Tulle, 15 avril 1913; trib. civ. Saint-Etienne, 29 avril 1913.

(2) C. Limoges, 4 avril 1913.

CHAPITRE IV

LES RÉSULTATS POSITIFS DES SYNDICATS DE GARANTIE ; LES CRITIQUES QU'ILS ONT SOULEVÉES.

Les syndicats de garantie fonctionnent depuis 1899; on peut déjà les juger d'après leurs résultats positifs (1).

Résultats positifs. — De 1899 à 1905, deux syndicats de garantie seulement fonctionnèrent : le *Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics*, dont les statuts avaient été approuvés par décret du 22 juin 1899, et le *Syndicat de garantie de l'Union Parisienne des entrepreneurs et industriels*, dont les statuts avaient été approuvés par décret du 30 juin 1899. En 1905, deux nouveaux syndicats se créent : le *Syndicat de l'Entreprise et de l'industrie*, approuvé par décret du 20 septembre 1905, et celui des *Industriels français*, approuvé par décret du

(1) Les renseignements qui vont suivre sont empruntés aux rapports annuels que le Ministre du Commerce, aujourd'hui le Ministre du Travail, adresse au Président de la République sur l'application de la loi du 9 avril 1898. Le premier de ces rapports a été publié le 27 février 1905 (*Journal Officiel* du 28 février); depuis lors, chaque année un rapport est publié au *Journal Officiel*.

25 novembre 1905 ; mais un des deux premiers, celui de l'*Union Parisienne* disparaît et l'approbation donnée à ses statuts est révoquée par décret du 9 janvier 1906.

Mais dès 1907, c'est-à-dire au lendemain même de la mise en application du régime nouveau instauré par la loi du 12 avril 1906, le nombre des syndicats augmente brusquement : sept nouveaux sont autorisés à fonctionner ; en 1908, quatre encore ; en 1909, deux encore ; en 1910, deux encore, mais par contre un syndicat se met volontairement en liquidation. En 1911, le mouvement ascensionnel paraît arrêté ; bien mieux, un décret du 30 mars 1912 révoque l'approbation donnée à un syndicat et un autre syndicat se met volontairement en liquidation, de sorte que, au 18 août 1913, date du dernier rapport, à ce jour, au Président de la République, les syndicats de garantie en fonctionnement étaient les suivants :

Le Syndicat général de garantie du Bâtiment et des Travaux publics ;

Le Syndicat de garantie de la Boulangerie de Paris et du département de la Seine ;

Le Syndicat général de garantie du Commerce et de l'Industrie.

Le Syndicat de garantie du Syndicat général de la boulangerie française.

Le Syndicat de garantie du Patronat français.

Le Syndicat de garantie « L'Union patronale ».

Le Syndicat de garantie du Nord et du Pas-de-Calais.

Le Syndicat de garantie de l'Union générale des patrons réunis.

Le Syndicat de garantie de l'Entreprise, du Commerce et de l'Industrie de l'arrondissement de Corbeil et des arrondissements voisins.

Le Syndicat de garantie de la Fédération des Syndicats des charcutiers de France.

Le Syndicat régional de garantie du centre de la France, Commerce, Entreprise, Industrie, contre les accidents du travail.

Le Syndicat général de garantie des Entrepreneurs de battages et des Industriels agricoles contre les accidents du travail.

Le Syndicat de garantie des Exploitations forestières, du Commerce et de l'Industrie du bois et professions annexes.

Les résultats donnés par les syndicats de garantie en bénéfices et en pertes sont établis, pour l'année 1911, de la façon suivante dans le dixième rapport au Président de la République :

	Bénéfices	Pertes
	—	—
Le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux pu- blics	98.398 47	»
Le Syndicat de garantie de l'En- treprise et de l'Industrie.....	»	242.656 97

	Bénéfices	Pertes
Le Syndicat de garantie des Industriels français	»	89.289 46
Le Syndicat de garantie de la boulangerie de Paris et du département de la Seine	»	7.553 72
Le Syndicat général de garantie du Commerce et de l'Industrie	16.239 62	»
Le Syndicat de garantie du Syndicat général de la boulangerie française	9.663 19	»
Le Syndicat de garantie du Content français (1)	»	104.176 65
Le Syndicat de garantie du Patronat français	37.451 57	»
Le Syndicat de garantie des Entrepreneurs, Fabricants et Commerçants français	38.076 83	»
Le Syndicat de garantie <i>L'Union Patronale</i> (2)	»	»
Le Syndicat de garantie du Nord et du Pas-de-Calais	7.621 69	»
Le Syndicat de garantie de l'Union générale des patrons réunis....	2.045 76	»
Le Syndicat de garantie de l'Entreprise, du Commerce et de l'Industrie de l'arrondissement de Corbeil et des arrondissements voisins	1.235 79	»
Le Syndicat de garantie de la Fédération des syndicats de charcutiers de France	»	37.383 17
Le Syndicat régional de garantie du Centre de la France, commerce, entreprise, industrie, contre les accidents du travail	17.623 28	»

(1) Chiffre porté au compte rendu avant rectification. Ce syndicat n'a produit que des comptes de profits et pertes et des bilans rectifiés.

(2) Les comptes de ce syndicat ont été rectifiés dans leur ensemble (compte de profits et pertes et bilans); mais il n'a été produit, pour les comptes de catégories (modèle 1), que quelques chiffres rectifiés ne permettant pas de remplir le présent tableau.

	Bénéfices	Pertes
Le Syndicat général de garantie des Entrepreneurs de battages et des Industriels agricoles con- tre les accidents du travail....	2.584 41	»
Le Syndicat de garantie des Ex- ploitations forestières, du Com- merce et de l'Industrie du bois et professions annexes	»	16.122 90
TOTAUX	230.940 61	497.182 87

L'actif de leur gestion se répartit entre les valeurs suivantes :

VALEURS AFFECTÉES AUX RÉSERVES MATHÉMATIQUES (1)

DÉSIGNATION	1910	1911
Les valeurs figurant aux bi- lans pour un total de.....	4.649.110 35	5.050.316 74
se décomposaient comme suit:		
Fonds d'Etat français	592.103 45	725.685 89
Emprunts des départements et communes	59.733 10	143.403 »
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc. (2)	2.603.273 80	(3) 2.570.052 70
Immeubles	1.394.000 »	1.580.000 »
Valeurs inscrites sans dé- composition	»	(4) 31.376 15

(1) Les réserves mathématiques, y compris la réserve complé-
mentaire, figurent au passif, en 1911, pour 5.149.459 fr. 08.

(2) Dont 125.000 fr. pour hypothèques,
299.700 fr. pour prêts sur garanties,
et 725.000 fr. pour ouvertures de crédit.

(3) Dont 725.000 fr. pour ouvertures de crédit,
165.000 fr. pour hypothèques,
et 383.333 fr. 35 pour prêts sur garanties.

(4) Chiffre figurant aux bilans rectifiés.

VALEURS AFFECTÉES A D'AUTRES RÉSERVES

Les valeurs figurant aux bilans pour un total de.....	1.118.443 39	2.794.270 11
se décomposaient comme suit :		
Fonds d'Etat français	78.549 54	160.869 30
Emprunts des départements et des communes	45.471 70	200.126 25
Obligations des chemins de fer, du Crédit foncier, etc.	(1) 994.422 15	(2) 2.433.274 56

Le tableau ci-après donne les salaires assurés par les syndicats de garantie :

En 1901, sur 2.828 millions assurés par les organismes d'assurances contre les accidents du travail, les syndicats de garantie assurent	91 millions	
En 1902, sur 2.950 millions	89	—
En 1903, sur 3.057 —	119	—
En 1904, sur 3.150 —	174	—
En 1905, sur 3.329 —	201	—
En 1906, sur 3.614 —	243	—
En 1907, sur 4.189 —	331	—
En 1908, sur 4.579 —	321	—
En 1909, sur 4.856 —	301	—
En 1910, sur 5.225 —	308	—
En 1911, sur 5.644 —	294	—

Voici les primes encaissées par eux :

En 1901, sur 52.864.000 fr. de primes encaissées par les organismes d'assurances contre les accidents du travail, les syndicats encaissent	2.168.000 fr.
En 1902, sur 55.494.000	2.453.000 »
En 1903, sur 59.875.000	3.671.000 »
En 1904, sur 63.871.000	5.424.000 »
En 1905, sur 73.046.000	7.316.000 »
En 1906, sur 81.786.000	8.608.000 »

(1) Dont 515.000 fr. pour immeubles.

(2) Dont 20.000 fr. pour hypothèques
et 1.322.423 fr. 70 pour immeubles.

En 1907, sur 98.544.000.....	10.238.000	»
En 1908, sur 105.069.000.....	9.819.000	»
En 1909, sur 112.564.000.....	8.724.000	»
En 1910, sur 122.154.000.....	8.511.000	»
En 1911, sur 134.045.000.....	7.907.000	»

Voici, d'autre part, le montant de leurs dépenses pour règlements de sinistres :

1901	2.366.540 fr.
1902	2.138.274 »
1903	3.058.692 »
1904	4.353.221 »
1905	6.092.937 »
1906	7.677.618 »
1907	11.167.150 »
1908	8.990.646 »
1909	7.357.768 »
1910	7.445.609 »
1911	6.432.500 »

Enfin, le tableau suivant donne pour les syndicats de garantie la comparaison entre les recettes et les dépenses :

ANNÉE	PRIMES	DÉPENSES	DIFFÉRENCE entre les primes et les dépenses
1901	2.168.357	2.822.961 —	654.604
1902	2.452.787	2.555.821 —	103.034
1903	3.671.477	3.641.002 +	30.475
1904	5.424.449	5.462.489 —	38.040
1905	7.316.220	7.475.302 —	12.326
1906	8.608.085	9.333.951 —	581.731
1907	10.237.755	13.523.172 —	3.252.560
1908	9.818.998	11.418.932 —	990.874
1909	8.724.266	9.416.638 +	14.920
1910	8.510.825	9.449.678 —	118.655
1911	7.906.633	8.062.049 +	491.895

Les critiques. — De ces différents documents, on peut, croyons-nous, tirer un certain nombre de conclusions.

Il est certain tout d'abord que la loi du 12 avril 1906 a augmenté dans une notable mesure le nombre des syndicats de garantie, et surtout des petits syndicats ; on peut dire, à cet égard, qu'elle a atteint son but. Mais un fait non moins incontestable se dégage de ces statistiques, c'est que, à mesure que le nombre des syndicats augmentait, leur production générale diminuait : cela est particulièrement net à partir de 1909, si l'on se reporte aux tableaux des salaires assurés et des primes encaissées.

Il est incontestable, en effet, qu'à partir de ce moment les syndicats de garantie ont rencontré de moins en moins de faveur dans le monde des patrons assujettis à la loi du 9 avril 1898 ; le vice essentiel du système a frappé les adhérents les moins prévenus : les rappels de cotisations, disproportionnés et répétés, ont éclairé les assurés sur le danger de la combinaison. Aussi les syndicats de garantie sont-ils actuellement en pleine crise, ce qui amènera nécessairement le législateur et l'administration à une refonte profonde du système en vigueur. Les inconvénients du système sont aujourd'hui patents et avérés ; le Ministère du Travail lui-même paraissait, dès 1908, avoir regretté son œuvre, car on lit dans le cinquième rapport au Président de la République cette phrase caractéristique : « L'innovation

de la loi du 12 avril 1906 peut avoir d'heureux résultats, pourvu que ces syndicats soient constitués dans un réel esprit de couverture solidaire et échappent aux agissements d'hommes d'affaires qui n'y voient parfois qu'un déguisement d'exploitation commerciale et une recherche masquée de bénéfices personnels (1). »

Certains syndicats de garantie, pour pallier l'effet désastreux que ne manquait pas de produire sur ceux qu'ils sollicitaient le caractère solidaire de l'obligation qu'on leur demandait de souscrire, n'ont pas hésité à leur demander des cotisations très basses, d'un taux sensiblement plus modique que celui des autres organismes d'assurances. Les syndicats prétendent qu'ils peuvent le faire parce qu'ils sont essentiellement des organismes mutuels, dans lesquels aucun bénéfice ne va à des actionnaires ; n'est-ce pas plutôt en réalité parce que l'administration du syndicat aura toujours contre ses adhérents la possibilité de recourir à des rappels de cotisations, même répétés ? Ne sont-ce pas là, a-t-on dit, ces rappels multipliés et additionnés qui constituent la véritable prime, dont on ne connaîtra le taux véritable qu'au bout de plusieurs années ?

Les syndicats ont bien senti toute la gravité de l'argument qu'on pouvait diriger contre eux de ce

(1) 5^e rapport, p. 25.

chef. Ils ont cherché à y échapper au moyen de la réassurance : soit, ont-ils dit aux adhérents, on pourra venir plus tard vous réclamer des rappels de cotisations, mais en fait vous ne les paierez pas, car vous serez réassurés, soit globalement, soit individuellement. Les syndicats ont donc cherché des sociétés de réassurance.

Jusque là l'opération paraît parfaitement normale et on ne peut plus légitime : c'est, est-on tenté de dire, l'application pure et simple des principes les plus élémentaires en matière d'assurance et de réassurance. Mais alors s'est dressée la difficulté pratique, aisée à prévoir : les réassureurs ont vu immédiatement que les primes demandées par les syndicats à leurs adhérents étaient en réalité extrêmement minimales et que c'étaient eux, les réassureurs, qui allaient être amenés à payer la véritable cotisation, celle qu'on n'osait pas demander aux adhérents, pour ne pas les éloigner. Aussi ont-ils exigé, pour la réassurance, des primes très élevées, de telle sorte que le syndicat de garantie, après ce détour, se trouvait ramené devant la même difficulté.

Certains syndicats, paraît-il, n'ont pas hésité : ils ont créé eux-mêmes et administré des sociétés de réassurances dans des conditions telles qu'on pouvait croire que syndicat et réassureur, bien qu'en apparence nettement séparés, n'étaient en réalité

et si on allait au fond des choses, qu'une seule et même société. Mais alors, quelle était la situation véritable ? Le syndicat avait tout intérêt à s'adresser au réassureur pour ne pas éloigner ses adhérents ; le réassureur, lui, avait tout intérêt à ne pas payer des indemnités trop fortes. Qu'a-t-on fait ? Des procès simulés auraient été, dit-on, intentés entre syndicat et réassureur, celui-ci refusant de payer sa quote-part, sous les prétextes les plus variés et en apparence les plus légitimes. En présence du refus de son réassureur d'accomplir ses obligations, le syndicat se retournait contre ses adhérents dont, il ne faut pas l'oublier, la solidarité subsiste malgré la réassurance, de sorte que c'est en dernière analyse l'adhérent qui est tenu de payer, malgré les promesses formelles qui lui avaient été faites, malgré les contrats qu'il avait souscrits. Il y a là, on ne peut se le dissimuler, une situation extrêmement fâcheuse qui est de nature, si elle se perpétue, à produire un effet désastreux dans le public qui sait que les syndicats de garantie sont placés sous le contrôle et la surveillance de l'Etat et qui s'exagère, très naturellement d'ailleurs, les effets et la portée de ce contrôle et de cette surveillance. Des refontes urgentes s'imposent donc ; nous allons les indiquer et ce sera aussi la conclusion de notre étude.

CONCLUSION

La crise que traversent actuellement les syndicats de garantie aboutira, pensons-nous, à la disparition progressive de tous les petits syndicats de garantie pour ne laisser subsister que certains gros syndicats, disposant déjà de capitaux considérables et comptant parmi leurs adhérents des patrons dont la fortune personnelle constitue en réalité la garantie la plus efficace de la solvabilité du syndicat. Il est à remarquer que ces gros syndicats ont pris, par la force même des choses, un caractère professionnel.

C'est là, croyons-nous, une réforme qui s'impose tout d'abord : les syndicats de garantie doivent être exclusivement *professionnels*. Il est inadmissible, nous l'avons déjà dit, qu'un syndicat comprenne, par exemple, un entrepreneur de travaux publics ayant mille ouvriers et un patron coiffeur ayant un employé : n'est-ce pas, de la part de celui-ci, une véritable aberration d'entrer dans un syndicat qui présente pour lui une telle responsabilité éventuelle, et n'est-ce pas de la part des directeurs du syndicat

une véritable duperie lorsqu'ils reçoivent comme adhérent ce coiffeur, qui croit être désormais exonéré de toute responsabilité ?

Mais le danger le plus grave pour le public, c'est, à nos yeux, la réassurance telle qu'elle est pratiquée actuellement par les syndicats. Elle aboutit en dernière analyse à faire assumer les risques d'accidents du travail aux réassureurs, c'est-à-dire à des sociétés qui peuvent ne présenter aucune garantie, aucune solvabilité, puisqu'elles se constituent et fonctionnent librement, en dehors de tout contrôle et de toute surveillance de l'Etat. Les patrons assurés, le fonds de garantie, qui est leur caution, peuvent se plaindre, à bon droit, de ce régime qui permet de tourner si facilement toutes les précautions prises par la loi du 9 avril 1898 et les décrets du 28 février 1899 tant en faveur des patrons assurés que des ouvriers victimes d'accidents du travail et du fonds de garantie géré par la Caisse nationale des retraites.

L'une ou l'autre des deux solutions suivantes s'impose: ou interdire purement et simplement la réassurance aux syndicats de garantie ; ou bien, si l'on ne veut pas aller à cette solution extrême qui, théoriquement, soulève des objections de principe, il faudrait déclarer que les syndicats de garantie ne pourraient se réassurer qu'à des sociétés régulièrement admises à pratiquer l'assurance des risques

d'accidents du travail. Nous préférons, sans hésiter, la première de ces solutions, et l'objection théorique que la réassurance est un contrat parfaitement licite ne nous touche pas. Certes, le contrat est licite, mais il est incompatible avec l'essence même du syndicat de garantie, qui est la solidarité. Si on veut laisser subsister les syndicats de garantie, on ne peut le faire qu'avec la solidarité : la réassurance n'est donc pas possible.

C'est d'ailleurs pratiquement la solution la meilleure, parce qu'elle peut se réaliser sans intervention du législateur, ni même du pouvoir réglementaire : une simple interprétation administrative de l'article 9 des statuts-types peut la faire passer dans le domaine positif des faits.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :
Le Président de la thèse,
PERCEROU.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur
de l'Université de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	5
CHAPITRE II. — <i>De la nature juridique du Syndicat de garantie, envisagé tant en lui-même que dans ses rapports avec les adhérents.</i>	20
Section I. — <i>Nature juridique du Syndicat de garantie.</i> ...	21
Section II. — <i>Nature juridique des rapports du Syndicat de garantie avec ses adhérents. — Le règlement inté- rieur. — La solidarité</i>	34
Section III. — <i>De la réassurance.</i>	57
CHAPITRE III. — <i>De la constitution et du fonctionnement des Syndicats de garantie</i>	64
Section I. — <i>Constitution des Syndicats de garantie. — Publicité.</i>	64
Section II. — <i>Fonctionnement des Syndicats de garantie.</i>	70
Section III. — <i>Organisation financière des Syndicats de garantie</i> ..	81
Section IV. — <i>Contrôle et surveillance de l'État</i>	104
Section V. — <i>Dissolution et liquidation du Syndicat.</i>	107
CHAPITRE IV. — <i>Les résultats positifs des Syndicats de garan- tie ; les critiques qu'ils ont soulevées.</i>	112
CONCLUSION	123
TABLE DES MATIÈRES	127

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. 7138

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. — 7480
